

# Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.

## du 16-30 novembre 2016

### n°303



## Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

**Mercredi 16 novembre.**

**Après son départ de la Majorité, l'ADECO de Jonas Mukamba adhère au Rassemblement.** Deux mois après son retrait de la Majorité présidentielle (MP), l'Alliance des démocrates congolais (ADECO) adhère au Rassemblement de l'opposition. Son porte-parole, Stanis Luabeya l'a affirmé, mardi 15 novembre, au cours d'une conférence de presse, à Kinshasa. Il a indiqué que le parti de Jonas Mukamba a pris cette nouvelle direction pour se conformer aux aspirations du peuple congolais.

**Tanganyika : les autorités annoncent un forum pour réconcilier les Pygmées et les Bantous.** Le ministre provincial de de l'intérieur de Tanganyika, Dieudonné Kamona a annoncé pour la fin du mois de novembre la tenue à Kalemie d'un forum pour réconcilier les Pygmées et les Bantous. C'était à la suite d'une question orale qui lui a été adressée mardi par le député provincial Jean Manda Kansabala. Reprochant au gouvernement provincial sa passivité face à des affrontements meurtriers récurrents entre les deux communautés, M.Kansabala voulait connaître les solutions que préconisait l'exécutif provincial pour venir à bout de ces violences.

**Le budget du Sud-Ubangi fixé à 31 milliards de francs congolais.** Le budget de 2017 pour la province du Sud-Ubangi adopté mardi 15 novembre par les députés provinciaux se chiffre exactement 31 190 881 964 FC, soit 25 992 401 USD. Il sera constitué à 90 % des recettes nationales et 10 % des recettes locales, a dit à la presse Vincent Many, le président de l'assemblée provinciale du Sud-Ubangi. Parmi les priorités de ce budget, figurent la réhabilitation des routes, la construction des écoles, des hôpitaux, ainsi que des infrastructures abritant les institutions, a précisé de son côté le gouverneur du Sud-Ubangi José Makila. Ce budget représente cependant seulement 50% de celui que le gouvernement central avait initialement proposé pour le Sud-Ubangi.

**Sud-Kivu : trois morts dans un cambriolage à Numbi.** Trois personnes ont été tuées mardi lors du cambriolage d'une maison habitée par des négociants des minerais située dans un quartier de la localité de Numbi à Kelehe (Sud-Kivu) Les bandits ont réussi à pénétrer dans la maison des négociants du site minier Tourmaline avant de forcer leurs victimes à leur remettre un sac contenant des minerais et de l'argent. Ils ont dans leur fuite tiré plusieurs balles, blessant cinq des occupants de la maison. Trois d'entre eux ont succombé ce mercredi dans un centre médical où ils avaient été évacués très tôt pour des soins.

**L'OCC s'engage à payer deux mois d'arriérés de salaire de ses agents.** L'Office Congolais de Contrôle s'est engagé à payer deux des quatre mois d'arriérés de salaire qu'il doit à ses agents. C'est ce qui ressort des travaux de réflexion pour sortir de la crise à laquelle fait face l'OCC. Ces travaux de trois jours se sont achevés mardi 15 décembre à Kinshasa avec les délégués syndicaux venues de 26 provinces de la RDC. Seront donc payés, les salaires du mois de juillet et de septembre. La direction de l'OCC s'est également engagée à s'acquitter des salaires du mois d'août et à honorer les gratifications de fin d'année des agents comme cela est inscrit dans le contrat social qui lie l'entreprise à ses employés

**Beni : la prison de Kangbaya construite pour 150 personnes en accueille 735.** La prison centrale de Kangbaya de Beni (Nord-Kivu) construite pour accueillir 150 personnes héberge actuellement 735 détenus. Conséquence : des centaines de prisonniers passent la nuit sur le pavé. Au moins 95 détenus souffrent d'une malnutrition modérée et 6 autres d'une malnutrition sévère, faute de nourriture, affirme les responsables de cette maison carcérale. Selon l'administration pénitentiaire, parmi ces prisonniers, l'on compte 302 condamnés et 433 détenus préventifs.

**Futur gouvernement: les jeunes de l'AFDC réclament un quota de 35%.** La ligue des jeunes du parti politique Alliance des forces démocratiques du Congo (AFDC) demande au président Joseph Kabila de réserver aux jeunes un quota de 35% dans le futur gouvernement. Pitchou Muzaliwa, président de la Ligue des jeunes de l'AFDC qui réagit au discours du chef de l'Etat devant le parlement réuni en congrès note que « la jeunesse a été honorée parce que le chef de l'état est revenu plusieurs fois sur la question qui concerne la jeunesse ». Il demande à Joseph Kabila de matérialiser sa parole.

**Affaire de l'attaque de l'aéroport de Goma : 20 personnes condamnées à la peine capitale.** La cour militaire opérationnelle a condamné mercredi 16 novembre à Goma, à la peine capitale une vingtaine des prévenus accusés dans l'attaque de l'aéroport de cette ville. s'agit notamment de Célestin Kambale Malonga et Kambale Mujinga, considérés comme cerveau moteur de l'organisation de l'attaque de cette attaque et leurs collaborateurs. Ces accusés écotent de la peine capitale pour les infractions de terrorisme, de la participation à un mouvement insurrectionnel et détention illégale d'armes. Les condamnés doivent, en outre, payer à l'état congolais une somme de 650 000 USD comme dommages et intérêts. La cour militaire opérationnelle a par contre acquitté dix-sept prévenus sur les quarante incarcérés.

**Jeudi 17 novembre.**

**Mongala: l'écroulement du bâtiment d'une école prive 425 élèves de cours.** Près de 425 élèves de l'Ecole primaire Bolombo de Bongandanga-centre (Mongala), ne suivent plus normalement les cours, depuis trois semaines, à la suite de l'écroulement du bâtiment de leur école sous une forte pluie. Le bâtiment de sept classes construit depuis 1962 est entièrement détruit. Selon la directrice, certains élèves démotivés par cette situation ne fréquentent plus l'école. Elle craint qu'ils n'abandonnent leur scolarité.

**Kinshasa: les travailleurs de la SCTP réclament deux mois d'arriérés de salaire.** Les travailleurs de la Société commerciale des transports et ports (SCTP) à Kinshasa réclament leurs salaires de septembre et octobre derniers. Le président de la délégation syndicale de la société, Déogratias Safari, a appelé les travailleurs au calme en attendant la fin des négociations entamées depuis quelques jours avec le comité de gestion. Il affirme que la paie de septembre a commencé le même jour où les employés ont manifesté.

**RDC: les activités humaines menacent les aires protégées.** Les parcs et aires protégées de la RDC sont en danger à cause des activités humaines, déplore le Congolais Raymond Lumbuenamo, expert au Fonds mondial pour la nature (WWF). Il cite notamment les travaux de champs, la chasse et l'exploitation de bois ou des minerais qui, selon lui, perturbent la biodiversité dans ces aires protégées. Il a souligné que les activités humaines détruisent également les habitats des animaux. Cet expert en environnement attribue cette situation à l'absence de limite claire entre les habitations et les aires protégées.

**La télévision RTNC émet de nouveau à Mbuji-Mayi.** La population de Mbuji-Mayi suit, depuis près d'une semaine, la télévision nationale, RTNC, qui n'émettait plus depuis environ une décennie au Kasai-Oriental, pour des raisons techniques. La reprise fait suite à l'installation en cours du nouveau matériel de la télévision numérique terrestre de la RTNC.

**RDC : Joseph Kabila nomme Samy Badibanga Premier ministre.** Le président Kabila a nommé jeudi Samy Badibanga Premier ministre. L'ordonnance présidentielle annonçant cette nomination a été lue à la télévision publique. La nomination de M. Badibanga fait suite à la signature de l'accord politique à l'issue du dialogue où il a notamment été décidé qu'un gouvernement d'union nationale dirigé par une personnalité de l'opposition allait être mis en place. Samy Badibanga est l'un des opposants qui ont participé au dialogue. Ancien conseiller spécial d'Etienne Tshisekedi, Samy Badibanga a joué un rôle majeur dans la campagne pour l'élection présidentielle de M. Tshisekedi en 2011. Elu député national sur la liste de l'UDPS, Samy Badibanga occupait les fonctions de président du groupe parlementaire UDPS & Alliés et siégeait au Parlement congolais en violation de la consigne du parti qui avait demandé à tous ses élus de ne siéger dans aucune institution.

**Marche de colère après le meurtre d'un journaliste de la RTNC à Mbuji-Mayi.** Les journalistes et défenseurs de droits de l'homme ont organisé jeudi 17 novembre une marche de colère dans les artères de Mbuji-Mayi (Kasai-Oriental). Les manifestants dénonçaient le meurtre lundi de Marcel Lubala, journaliste à la station provinciale de la RTNC, radiotélévision publique, abattu à son domicile par des bandits armés. De nombreux journalistes de tous les médias locaux, membres du Réseau de protection des victimes et témoins et sympathisants, participent à la manifestation.

**Sud-Kivu: début du déploiement du matériel électoral en prévision de l'enrôlement.** Le vice-président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Norbert Basengezi, a annoncé mercredi 16 novembre à Bukavu le début des opérations de déploiement des 728 kits électoraux à travers la province du Sud-Kivu en prévision du lancement des opérations d'enrôlement des électeurs. Il s'agit, a-t-il indiqué, de la première étape des activités de la révision du fichier électoral dans la province du Sud-Kivu. Le déploiement de ce matériel électoral se fait avec l'appui logistique de la MONUSCO. La CENI attend enrôler dans la province du Sud-Kivu plus de 2,6 millions d'électeurs.

**Le journal «Kisangani News » interdit de paraître.** Le chef de la division provinciale de la communication et des medias, Dominique Lekakwa, a retiré au journal «Kisangani News », un bi-mensuel paraissant dans la province de Tshopo, le droit de paraître. Il accuse le média d'opérer « dans l'illégalité complète ». D'après des sources locales, le quotidien avait dans sa dernière parution publié des critiques acerbes contre le président de l'assemblée provinciale et certaines personnalités politiques de la Tshopo. Pour sa part, Sébastien Mulamba, éditeur du journal « Kisangani News », dénonce une décision « exagérée ».

**Steve Mbikayi: «En nommant Badibanga, Joseph Kabila a tenu compte de l'équilibre géopolitique».** La classe politique congolaise réagit différemment à la nomination du nouveau Premier ministre Samy Badibanga. Steve Mbikayi, président du Parti travailliste (PT) et qui avait participé au dialogue politique, se félicite de la nomination du nouveau chef de l'exécutif. Il estime qu'en nommant Badibanga, Joseph Kabila a tenu compte de l'équilibre géopolitique : «C'est quelqu'un qui vient du groupe parlementaire UDPS et alliés qui est le plus grand groupe parlementaire à l'assemblée nationale. » De ce fait, conclut-il, tous les critères sont réunis pour que Samy Badibanga soit un bon Premier ministre. Le secrétaire général de l'Union démocratique africaine (UDA) Originelle, Martin Mukonkole, pense que la nomination de Samy Badibanga est un « non-événement » : « Parce qu'en ce

moment, le président Kabila est sous préavis. Celui qui est sous préavis est en train d'arranger ses bagages, d'aménager ses colis pour qu'il puisse libérer la maison.» La frange de l'opposition qui n'a pas pris part au récent dialogue politique n'est pas intéressée à ce changement à la tête de l'exécutif national. **La NSCC attend « des signaux forts ».** La Nouvelle société civile congolaise (NSCC) se montre sceptique, en ce qui concerne la possibilité de Samy Badibanga de réussir sa mission. Son coordonnateur national Jonas Tshiombela dit attendre des signaux forts de la part du nouveau Premier ministre. Mais, il regrette que cette nomination soit venue de manière «précipitée». « On aurait souhaité que M. Badibanga soit issu d'un consensus inclusif...», regrette-t-il. Jonas Tshiombela n'a pas caché son scepticisme.

**Vendredi 18 novembre.**

**RDC: Ban Ki-moon «prend note» de la désignation de Samy Badibanga comme Premier ministre.** Dans un message publié jeudi 17 novembre, le secrétaire général de l'ONU dit prendre note de la nomination de Samy Badibanga au poste de Premier ministre en RDC, conformément à l'accord politique signé le 18 octobre dernier. Par ailleurs, le secrétaire général de l'ONU se félicite de la médiation menée par la Conférence épiscopale du Congo (CENCO) et appelle les groupes politiques qui n'ont pas signé l'accord politique à rester engagés et à travailler à la résolution de leurs différends de manière pacifique.

**RDC: les évêques poursuivent leur mission des bons offices auprès des acteurs politiques.** «Le plus important pour la CENCO, c'est la mission de bons offices qu'elle est en train de mener et elle a toutes les bonnes raisons pour la continuer, pour l'intérêt supérieur de la nation», a réagi jeudi l'abbé Donatien Nshole, secrétaire général intérimaire de la Conférence épiscopale nationale du Congo à la nomination du député Samy Badibanga au poste de Premier ministre.

**Le MLC et ses alliés demandent à Joseph Kabila de quitter le pouvoir à la fin de son mandat.** Le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean-Pierre Bemba et ses alliés réunis au sein du Front pour le respect de la constitution demandent au président Joseph Kabila d'honorer son serment en respectant la constitution dans toutes ses dispositions comme il l'a déclaré dans son discours au congrès. Cette plateforme demande au chef de l'Etat de quitter le pouvoir au terme de son deuxième et dernier mandat en décembre prochain.

**Le Rassemblement de l'opposition dénonce la restriction de l'espace politique à Lubumbashi.** Le Rassemblement de forces politiques et sociales acquises au changement dénonce la restriction de l'espace politique et la multiplication des atteintes aux droits de l'homme et aux libertés publiques. Le coordonnateur de cette plate-forme politique à Lubumbashi, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, annonce également la tenue d'une marche pacifique le samedi 19 novembre. Il a indiqué en avoir informé l'autorité politique du Haut-Katanga.

**Nord-Kivu: 34 Rwandais rapatriés pour avoir franchi illégalement la frontière.** La direction provinciale de migration (DGM) au Nord-Kivu a rapatrié jeudi 17 novembre trente-quatre ressortissants rwandais qui avaient franchi illégalement la frontière quatre jours plus tôt. Interceptés par les services congolais de sécurité, ces ressortissants rwandais ont été remis par l'armée à la DGM en présence d'une dizaine de délégués du mécanisme conjoint de vérification de la CIRGL. Ils prétendaient avoir traversé la frontière pour chercher une vache volée sur leur territoire par un Congolais.

**Muanda : plus de 500 ex-combattants en sit-in pour réclamer leur réinsertion.** Plus de 500 ex-combattants démobilisés de la base militaire de Kitona observent depuis jeudi un sit-in devant le bâtiment administratif du territoire de Muanda, ville située à environ 200 Km à l'Ouest de Matadi (Kongo-central). Leurs bagages en main, ils réclament leur retour dans leurs milieux d'origine. Ils affirment avoir pris la décision de ne plus retourner à la base de Kitona, rapportent des sources de la société civile de Muanda à Radio Okapi. D'après leur porte-parole, tous les démobilisés de la base de Kitona attendent leur insertion dans leurs milieux d'origine après avoir achevé il y a trois ans tout le processus de démobilisation.

**Tshopo : la société civile déplore l'accroissement de l'insécurité à Bafwasende.** La société civile du territoire de Bafwasende (Tshopo) déplore l'intensification des cas d'insécurité depuis octobre dernier. Cette période correspond à l'arrivée dans ce territoire des soldats de la 31ème brigade des Forces armées de la RDC (FARDC) en provenance de Mambasa en Ituri. Depuis octobre, plusieurs cas des meurtres, d'extorsions de la population, de tentatives de viol ainsi que des cas des vols à main armée sont signalés.

**RDC-Ouganda : rencontre des provinces frontalières pour résoudre les conflits aux frontières.** Les délégués de la province congolaise de l'Ituri et ceux des dix districts ougandais frontaliers de la RDC échangent depuis jeudi dans la ville ougandaise de Nebi pour trouver des solutions aux problèmes sécuritaires qui se posent régulièrement aux frontières des deux pays. Il s'agit notamment de l'insécurité qui prévaut lors de la traversée du lac Albert, a précisé De gaule Kpakanyeo, le président de la Société civile de Mahagi qui participe à cette rencontre. Les participants à cette réunion vont également se pencher sur la question de la circulation des armes à la frontière entre les deux pays. D'après l'administrateur du territoire d'Aru qui fait également partie de la délégation congolaise, le territoire d'Aru connaît ces derniers temps un regain de l'insécurité à cause notamment d'une entrée incontrôlée des armes en provenance des territoires ougandais.

**Kananga : marche de soutien au Premier ministre Samy Badibanga.** Le gouverneur du Kasai-central, Alex Kande, a effectué jeudi dans la soirée en compagnie des membres de son gouvernement et du bureau de l'Assemblée provinciale, une marche de soutien à la au Premier ministre Samy Badibanga nommé le même jour par le président Kabila. Les autorités provinciales étaient accompagnées d'une foule en liesse.

**Couvre-feu instauré à Kananga.** La porte-parole du gouvernement provincial, Innocente Bankansekwa, appelle la population à ne pas céder à la panique ni à l'intoxication, précisant que cette mesure est prise pour leur sécurité. Elle demande par ailleurs aux habitants de Kananga de se conformer à cette mesure pour permettre aux forces de l'ordre de bien faire leur travail. Les habitants de la ville de Kananga vivent depuis lundi dernier dans la psychose. Des informations circulant dans la ville font état de la présence des miliciens du chef Kamwina Nsapu aux abords de Kananga. Ce que dément l'armée.

**La ville de Kinshasa nie avoir des dettes auprès des banques mais reconnaît des «facilités des caisses».** « La ville de Kinshasa ne doit pas rembourser 50 millions des dollars américains à plusieurs banques basées en RDC et à ses fournisseurs mais elle bénéficie plutôt des facilités des caisses auprès des banques commerciales basées à Kinshasa », a déclaré le ministre provincial des Finances, Economie et Commerce de la ville de Kinshasa, Guy Matondo. Une enquête de Radio Okapi avait établi que la ville de Kinshasa a recours aux emprunts qui s'élèvent actuellement à environ 50 millions des dollars américains pour faire face à ses besoins. Pour cela, l'exécutif provincial a mis en gage pour une longue période des recettes provenant des secteurs brassicole, tabacicole et sucrier perçues par la DGRK.

**RDC: tractations pour la formation du gouvernement Badibanga.** Au lendemain de la nomination du Premier ministre Samy Badibanga, les tractations se déroulent déjà dans les composantes ayant pris part au dialogue politique, en vue de la formation du gouvernement d'union nationale. Quand bien même on ne connaît pas encore la taille du gouvernement Badibanga ni le quota réservé à chaque composante, les yeux des uns et des autres lorgnent sur les ministères stratégiques, ont indiqué des sources concordantes vendredi 8 novembre.

**Kinshasa: le Rassemblement maintient son meeting, la police menace de le disperser.** Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement affirme maintenir son meeting prévu pour samedi 19 novembre à la place Triomphale de Kinshasa, malgré l'interdiction par l'hôtel de ville de toute manifestation publique à caractère politique. La police dit avoir pris toutes les dispositions pour disperser tout attroupement sur la voie publique.

**Kinshasa: la VSV dénonce l'enlèvement de plus de 100 personnes par des militaires.** La Voix des Sans Voix dénonce l'enlèvement d'une centaine de personnes dans la nuit de mercredi à jeudi 17 novembre sur l'avenue Croix rouge dans la commune de Kinshasa et au quartier Mitendi dans la commune de Mont Ngafula. Selon cette ONG des droits de l'homme, ces enlèvements sont perpétrés par des militaires, dont ceux de la Garde républicaine.

**Samedi 19 novembre.**

**Jean-Lucien Bussa et Willy Mishiki saluent la nomination du nouveau Premier ministre.** Pour M. Bussa, porte-parole de la coalition de l'opposition Front des démocrates, cette nomination est une étape importante dans la mise en œuvre de l'accord politique signé le 18 octobre dernier à l'issue du dialogue. L'opposant qui a pris part au dialogue souhaite « pleins succès » au nouveau Premier ministre. Pour Willy Mishiki, membre du Rassemblement de l'opposition qui a récemment signé l'accord politique alors que sa plateforme le rejette, cette nomination est une « avancée significative ». Par ailleurs, Willy Mishiki souhaite que les évêques catholiques poursuivent leur mission de bons offices auprès des acteurs politiques pour assurer une plus grande inclusivité à l'accord politique.

**Kongo-Central: des prisonniers meurent faute de soins de santé, selon des ONG.** Des organisations de défense des droits de l'homme du Kongo-Central dénoncent la mort des détenus de suite des maladies non soignées en prison. La semaine dernière, quatre prisonniers sont morts dans les prisons de Mbanza-Ngungu et de Tshela, a précisé le porte-parole de ces ONG. D'après ces ONG, à la prison de Mbanza-Ngungu, ces décès se sont produits les 9, 10 et 11 novembre. Il s'agit respectivement de deux personnes poursuivies pour viol et d'un prévenu détenu pour coups et blessures volontaires. Les mêmes sources ont indiqué que, malgré des recommandations des infirmiers de la prison, les détenus malades n'ont pas été transférés à l'hôpital.

**Kinshasa: des policiers déployés autour de la résidence d'Etienne Tshisekedi.** Des policiers ont été déployés samedi dans la matinée autour de la résidence de l'opposant historique Etienne Tshisekedi qui a appelé à une manifestation pour réclamer le départ du président Kabila le 19 décembre, date de la fin de son deuxième et dernier mandat. Des policiers sont aussi visibles devant le siège de l'UDPS. Des militants de l'opposants isolés avouent ne pas savoir comment se réunir. Le meeting de l'opposition n'a pas été autorisé par les autorités. Le vice-gouverneur de la ville de Kinshasa avait demandé à l'opposition de "mettre en veilleuse" son projet de manifester. **Colonel Mwanamputu : «Des sites où devait se tenir le meeting de l'opposition ont été isolés»** La police annonce qu'un dispositif sécuritaire « renforcé et intensifié » est visible dans certains coins de la ville de Kinshasa ce samedi 19 novembre alors que l'opposition projetait de tenir un meeting pour réclamer le départ du président Kabila à la fin de son mandat.

**Rutshuru: les habitants manifestent après l'enlèvement d'un religieux catholique.** Les habitants de Nyamilima manifestent ce samedi pour protester contre l'enlèvement d'un religieux catholique kidnappé la veille dans la matinée dans le territoire de Rutshuru, à une centaine de kilomètres de Goma. Des sources locales rapportent que le véhicule qui transportait le religieux a été intercepté par des hommes armés en tenue militaire. Le chauffeur a réussi à s'échapper, pas le religieux. Selon des témoignages recueillis dans la zone, le frère Godefroid Paluku se rendait à Goma pour acheter des médicaments pour l'hôpital de Nyamilima où il effectue son stage. Le véhicule qui le transportait a été attaqué entre les localités Kisharo et Katwiguru.

**Ituri: des détentions prolongées au cachot de la police de Mongbwalu.** La société civile dénonce les détentions prolongées dans le cachot de la police de Mongbwalu en Ituri. Elle indique que quarante-deux personnes sont actuellement détenues dans ce lieu depuis environ trois mois alors que la durée de détention y est de deux jours. Certaines personnes condamnées par la justice y

auraient déjà passé trois mois depuis le prononcé de leurs jugements. Interrogé par Radio Okapi, Zacharie Ngandu, procureur du parquet secondaire de Djugu basé à Mongbwalu, évoque la difficulté pour transporter les personnes condamnées à la prison de Bunia.

**Sud-Kivu: inhumation des personnes tuées dans une embuscade à Fizi.** Les cinq personnes tuées le dimanche dernier dans une embuscade tendue par des hommes armés à Fizi (Sud-Kivu) ont été inhumées ce samedi 19 novembre à Bukavu. Un chef de division provinciale de l'Agence nationale de renseignements (ANR) au Sud-Kivu et sa femme, un agent de la DGDA et deux policiers ont été tués au cours de l'embuscade.

**Bunia: la police disperse une manifestation du mouvement Filimbi.** Le mouvement citoyen «Filimbi» a organisé samedi 19 novembre à midi l'opération nommée: «Piga Filimbi (Sifflez)» dans différentes artères de la ville de Bunia, pour rappeler la fin du mandat de Joseph Kabila en décembre. Les manifestants ont été dispersés par la police quelques minutes après leur rassemblement. Trois d'entre eux ont été arrêtés. L'objectif de l'opération «Piga Filimbi», selon les organisateurs, était de rappeler aux autorités la fin du mandat du président de la République le 19 décembre prochain. A cet effet, cinq mille sifflets et cartons jaunes ont été distribués aux habitants à la veille de cette activité.

**RDC: le meeting de l'opposition empêché.** Le Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement n'a pas tenu son meeting à Kinshasa samedi 19 novembre comme elle l'avait prévu, pour réclamer le départ de Joseph Kabila à la fin de son mandat en décembre. La même situation a été observée à Lubumbashi.

**La nomination de Samy Badibanga «viole la constitution de la RDC», selon Jacques Djoli.** «La nomination du Premier ministre Samy Badibanga viole la constitution de la RDC», a affirmé samedi 19 novembre le sénateur Jacques Djoli, professeur de droit constitutionnel et cadre du Mouvement de libération du Congo. Selon lui, Joseph Kabila aurait dû d'abord désigner un informateur chargé d'identifier la nouvelle majorité parlementaire, comme le veut la constitution. Le sénateur Djoli soutient que l'accord signé à l'issue du dialogue politique n'est pas au-dessus de la constitution: «La désignation du nouveau Premier ministre obéit au cahier des charges de l'accord politique, plus particulièrement son article 17. Mais, un accord politique, sur le plan du droit élémentaire, ne peut pas être au-dessus d'une constitution. Et d'ailleurs l'article 17 dit clairement que l'installation du nouveau gouvernement doit se faire sans préjudices des dispositions constitutionnelles.»

**Mgr Timothée Bodika Mansayai, nouvel évêque de Kikwit.** Mgr Timothée Bodika Mansayai a été nommé évêque titulaire du diocèse de Kikwit par le Pape François, d'après un communiqué publié samedi 19 novembre par le Secrétariat général de la Commission épiscopale nationale du Congo (CENCO). Mgr Timothée Bodika était, jusque-là, évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Kinshasa. Il succède à l'évêque Edouard Monunu, qui a pris sa retraite depuis trois ans.

## **Dimanche 20 novembre.**

**Les résidences de Charles et Christian Mwando attaquées à Lubumbashi.** Les résidences privées de Charles et Christian Mwando ont été attaquées à coup de pierres samedi 19 novembre à Lubumbashi par un groupe de jeunes non identifiés, dénonce Christian Mwando. Père et fils, les Mwando sont tous deux députés nationaux et leaders de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (UNADEF), parti membre du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement. Des véhicules ont été endommagés et des vitres de deux résidences cassées. Christian Mwando accuse des jeunes qui seraient encadrés, d'après lui, par certains éléments de la police.

**Nord Kivu: le diacre catholique Paluku retrouvé un jour après son enlèvement.** Le diacre catholique Godefroid Paluku, kidnappé au niveau de la localité sur l'axe Kiwanja-Ishasha en territoire de Rutshuru a été retrouvé samedi 19 novembre après-midi au niveau de la localité Makoka. Il avait été kidnappé vendredi 18 novembre alors qu'il se rendait à Goma pour acheter des médicaments pour l'hôpital de Nyamilima où il effectue son stage. Selon l'administrateur assistant du territoire de Rutshuru, aucune rançon n'a été payée. Madame Liberata Rubumba indique que c'est la mobilisation de toute la population du groupement Binza qui a entraîné la libération de ce diacre catholique. En fait, les habitants de Nyamilima avaient manifesté samedi 19 novembre pour protester contre l'enlèvement de ce religieux catholique. La manifestation avait paralysé les activités à Nyamilima. Les habitants avaient cessé toute activité pour réclamer le retour du religieux.

**Maniema : Le REPRODHOC porte plainte contre le gouverneur pour détournement.** Le Réseau provincial des ONG de droits de l'homme (REPRODHOC) dans la province du Maniema a annoncé avoir déposé depuis le 10 novembre au Parquet général de la République à Kindu, une plainte contre le gouverneur de province pour le détournement de 318 004.33 USD sur le 420 586.37 USD destinés aux victimes du naufrage de la rivière Kinkungwa à Kalima (Maniema) au mois de septembre.

**Goma : le parlement d'enfants opposé à leur utilisation dans les manifestations publiques.** « Les enfants ne doivent plus être utilisés pour gonfler les rangs des manifestants pour des causes politiques », dénonce Laetitia Malira, membre du parlement d'enfants du Nord Kivu qui déplore l'utilisation des enfants dans des manifestations politiques dans cette province. Cette position a été prise à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de l'enfant dimanche 20 novembre.

**Tanganyika: 3 morts dans une attaque des pygmées à Muswaki.** Les pygmées ont tué trois personnes et blessé quatre autres dans une attaque perpétrée, dimanche 20 novembre, dans la localité de Muswaki, située à 70 km à l'Ouest de Kalemie (Tanganyika). Ces miliciens autochtones ont également incendié des maisons dans cette partie du pays. Selon des sources concordantes, l'attaque

de cette milice a provoqué le déplacement des habitants de la région qui profitent du passage du train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) en provenance de Kindu vers Kalemie.

**Kampala et Kinshasa contre la criminalité transfrontalière.** Les Etats ont levé cette option, samedi 19 novembre, à l'issue de la rencontre bilatérale tenue à Nebi, district ougandais frontalier avec le territoire congolais de Mahagi. Les deux parties se sont engagées à combattre la criminalité à leurs frontières communes en proie à la circulation des armées. L'Ouganda et la RDC ont également pris la décision de renforcer la surveillance aux frontières et de répertorier les entrées illicites des engins roulants pour stopper le phénomène de vol des véhicules d'occasion en Ouganda. Ces véhicules sont vendus du côté congolais. Les deux pays s'accordent par ailleurs d'accélérer le processus de démarcation de frontière commune, du côté du lac Albert, pour limiter les conflits conformément aux accords signés entre Yoweri Kaguta Museveni et Joseph Kabila en 2007.

**Lundi 21 novembre.**

**RDC: la taille du prochain gouvernement fait débat.** Les acteurs politiques restent divisés sur la taille du gouvernement Badibanga. Député national élu d'Uvira (Sud-Kivu), Justin Bitakwira estime que cette équipe devra avoir plus de postes ministériels que celui de Matata Ponyo qui en comptait 48 postes (trois vice-Premiers ministres, deux ministres d'Etat, trente-trois ministres et dix vice-ministres). Le député Steve Mbikayi a un avis contraire. Cet avis est également partagé par Crispin Ngoy, l'un des communicateurs de la Majorité présidentielle. Il pense que le gouvernement issu du dialogue devra être plus costaud que le gouvernement sortant en vue de satisfaire tout le monde : «On ne peut pas maintenir la même taille puisque maintenant il s'agit d'un gouvernement de coalition nationale. Ce que nous voulons maintenant, il faut satisfaire toutes ces composantes. Mais, Steve Mbikayi de l'Opposition nationaliste a un avis contraire. «Pour moi, un gouvernement beaucoup plus restreint serait idéal», a soutenu le président du Parti travailliste (PT). Sous couvert d'anonymat, un cadre de l'Union pour la nation congolaise (UNC) a, pour sa part, estimé qu'il faudra éviter un gouvernement éléphanterque et budgétivore étant donné que cette équipe aura besoin des fonds pour la tenue des élections et l'amélioration du social des Congolais.

**RDC: la Grande Bretagne souhaite l'organisation des élections «le plus rapidement possible».** Le gouvernement britannique est préoccupé par la non-tenue des élections, a déclaré dimanche à Goma le ministre britannique pour l'Afrique au sein du département international pour le développement, James Wharton. Il a estimé qu'il fallait éviter les risques de blocage et de conflits.

**La nomination de Samy Badibanga ne viole pas la constitution, estime Patrick Kakwata.** Selon lui, la nomination d'un opposant à la tête de l'exécutif alors qu'il ne fait partie de la Majorité parlementaire répond aux résolutions du dialogue. M. Kakwata réagissait aux déclarations du sénateur de l'opposition Jacques Djoli qui a estimé samedi sur Radio Okapi que la nomination de Samy Badibanga viole la constitution. M. Djoli a fait remarquer que le chef de l'Etat congolais n'avait pas préalablement désigné un informateur devant identifier la nouvelle majorité parlementaire avant de nommer le nouveau Premier ministre, comme le veut la constitution. Pour Patrick Kakwata, cette démarche serait nécessaire si l'actuelle Majorité parlementaire s'était volatilisée. Ce qui n'est pas le cas actuellement, a-t-il fait observer.

**Conflit pygmées-luba: plaidoyer pour une force d'interposition à Kabalo.** La Mutuelle des ressortissants de Kabalo (MUBEKA) demande au gouvernement de mettre en place une force d'interposition composée des éléments des Forces armées de la RDC (FARDC), de la police et des casques bleus de la MONUSCO entre les communautés pygmées et les bantous à Kabalo pour mettre fin aux violences intercommunautaires.

**Kongo-Central: plus de 300 agents de la régie financière provinciale réhabilités.** Révoqués depuis onze mois, 321 travailleurs de la Régie financière provinciale du Kongo-central (REPERE) vont intégrer la Direction générale des recettes du Kongo-Central (DGRKC). Seuls quatre directeurs n'ont pas bénéficié de cette mesure du gouvernement provincial. En novembre 2015, ils avaient été révoqués notamment pour détournement. REPERE avait ensuite changé de nom et a été rebaptisé DGRKC. De nouveaux agents et cadres avaient été recrutés. Depuis, les agents révoqués réclamaient d'être embauchés dans la nouvelle régie financière.

**Lualaba: près de 10 000 creuseurs clandestins envahissent le site de Tenke Fungurume.** Près de dix mille creuseurs clandestins ont envahi depuis une semaine la concession de Tenke Fungurume Mining (TFM) à Shimbiri (Lualaba) a déploré le gouverneur de cette province, Richard Muyej. Il a indiqué que ce surpeuplement cause l'insécurité et occasionne la mort des creuseurs dans cette concession minière. Richard Muyej a affirmé que treize personnes avaient trouvé la mort à la suite d'un éboulement survenu la semaine dernière dans ce site.

**Ituri: environ 800 habitants de Mambasa ont fui les exactions des miliciens.** Environ huit cents habitants du territoire de Mambasa en Ituri ont abandonné leurs localités depuis un mois, à cause des exactions commises par des Maï-Maï Manou. Ces déplacés affluent vers les localités d'Avakubi et Bafanduo, en territoire de Bafwasende dans la province de la Tshopo. Ils bénéficient de l'assistance en vivres de l'ONG Samaritains Purse. Mais pour se faire soigner, certains déplacés affirment être contraints de vendre une partie de leurs vivres. D'autres déplacés disent travailler dans les champs des autochtones pour avoir la nourriture. Craignant la propagation des maladies occasionnée par le nombre croissant des déplacés, les notables d'Avakubi invitent les autorités à assister ces personnes vulnérables en eau potable et en médicament et à leur fournir également des bâches.

**RDC: l'émissaire de l'UA plaide pour «un dialogue permanent».** Arrivée à Kinshasa depuis dimanche dernier, l'envoyée spéciale de l'Union africaine (UA) pour les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop, a appelé lundi 21 novembre les Congolais à «un dialogue permanent», gage d'une paix durable. L'émissaire de la présidente de la Commission de l'UA Kosazana Zuma va, durant

une semaine, discuter avec les femmes et les jeunes de Kinshasa, Goma, Bunia et Beni sur l'avenir du Congo. Bineta Diop a également insisté sur l'implication de la femme dans la gestion de cette période de transition politique en RDC.

**Kinshasa: trois personnes kidnappées à Limete.** Selon des témoins, Simon Kabena a été embarqué par des militaires alors qu'il chargeait de la marchandise dans son véhicule. Tandis qu'Odon Kafunda Balabala et Freddy Pindi ont été enlevés, alors qu'ils étaient dans une discussion amicale dans la rue par des gens en tenue civile.

**«Avec la volonté politique, Samy Badibanga peut relever les défis».** Le député Justin Bitakwira, de l'opposition citoyenne, croit qu'avec la volonté, «le Premier ministre Samy Badibanga peut relever les défis» assignés à son gouvernement; à savoir: l'organisation des élections en 2018 et l'amélioration du social des Congolais.

**Mardi 22 novembre.**

**She Okitundu appelle Samy Badibanga à «jouer son rôle constitutionnel de chef du gouvernement».** Parmi les défis que le prochain gouvernement doit relever, il cite la mise en œuvre de l'accord politique issu du dialogue, l'économie et les élections dans un bref délai, car «les temps sont comptés.» Le sénateur Léonard She Okitundu a salué le choix opéré par le Chef de l'Etat sur la personne de Samy Badibanga pour diriger le nouveau gouvernement, avant de lister ce qu'il considère comme ses principaux défis. Parlant de l'économie, il reconnaît que le pays vit actuellement une dépréciation du franc congolais due au contexte international. Samy Badibanga «doit tout faire pour que la monnaie ne se déprécie pas davantage», a-t-il souhaité. Le sénateur Okitundu estime que la gestion consensuelle de cette période préélectorale constitue un autre défi majeur du nouveau chef du gouvernement.

**Beni: la société civile préoccupée par de nouveaux regroupements des Maï-Maï à Bashu.** La société civile du groupement des Bashu à Beni, au Nord-Kivu, a fait état lundi 21 novembre de sa vive préoccupation au sujet de la présence de nouveaux regroupements des milices Maï-Maï dans la région. Le premier groupe des miliciens se serait installé à Kisungu depuis plus d'une semaine. Il s'agit du groupe composé des Maï-Maï Muduhu, selon la société civile locale. En début de weekend dernier, il aurait été suivi par un autre groupe, celui des adeptes du Corps du Christ, délogés il y a environ deux semaines de la colline Mont Carmel à Butembo. D'après la même source, ces miliciens ont érigé des paillotes et campements sur la colline de Muleke.

**COP22 : lancement du Fonds bleu pour le bassin du Congo.** Le Fonds bleu pour le Bassin du Congo a été lancé au cours de la COP22 qui s'est clôturée le 18 novembre à Marrakech au Maroc. Il s'agit d'un projet initié par le président du Congo-Brazzaville Denis Sassou Nguesso pour promouvoir la réduction des effets du réchauffement climatique dans le bassin du Congo. Selon une fiche de présentation, le Fonds bleu proposera des subventions renouvelables chaque année de 100 millions d'euros avec des engagements sur le long terme ; œuvrant pour la protection de l'environnement et pour la réduction des effets du réchauffement climatique dans la région. Au cours de cette COP22, les délégués de 197 parties engagées à la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique ont appelé la communauté internationale à intensifier l'action politique dans la lutte contre les changements climatiques et le soutien aux pays menacés. La délégation congolaise a notamment pris une part active à la conférence des chefs d'Etat et chef de Gouvernement de la COP 22 et aux discussions sur le transfèrement des eaux de la rivière Ubangi vers le Lac Tchad. Sur ce dernier point, les experts ont manifesté leur désapprobation face à ce projet, estimant qu'il représente une menace pour les parcs nationaux et les espèces aquatiques.

**RDC: les États-Unis demandent au gouvernement et à l'opposition de travailler avec la CENCO.** Les Etats-Unis demandent au gouvernement de la RDC et à l'opposition de travailler avec les évêques catholiques « pour répondre aux préoccupations qui subsistent » après l'accord politique signé à l'issue du dialogue. Parmi ces préoccupations, il y a notamment le calendrier de l'élection présidentielle ainsi que les « garanties que le président Kabila ne cherchera pas à briguer un autre mandat et que la Constitution ne sera pas modifiée ». Par ailleurs, les Etats-Unis exhortent le Rassemblement de l'opposition « à faire des propositions constructives et pratiques et à s'abstenir de rhétorique incendiaire ou des actions incompatibles avec les normes démocratiques ».

**Lualaba: des agents de TFM protestent contre l'interdiction d'utiliser le téléphone.** Environ 700 agents de l'entreprise minière Tenke Fungurume Mining (TFM) à Lualaba observent depuis lundi 21 novembre un arrêt de travail. Ils protestent contre la mesure leur interdisant toute communication avec le monde extérieur sur le lieu de travail. Dans une note interne rendue publique samedi, la direction de TFM a interdit le port et l'usage des téléphones dans les installations de l'entreprise. La note précise également qu'il est clairement interdit aux agents de la TFM d'entrer en communication avec leurs familles, de détenir des ordinateurs portables et d'accéder aux réseaux sociaux sur le lieu de travail. Cette mesure viole le droit d'accès des employés à la communication et restreint les libertés publiques, ont dénoncé certains représentants des agents de la TFM. Ils jugent « inacceptable » cette décision, estimant qu'elle prive 75% des employés de TFM qui vivent loin de leurs domiciles et passent six jours au travail, le droit de communiquer avec leurs proches.

**Les travailleurs de l'OCC recommandent aux nouveaux dirigeants de payer les arriérés des salaires.** La délégation syndicale de l'Office congolais de contrôle (OCC) demande à la nouvelle équipe dirigeante de l'entreprise entrée en fonction lundi 21 novembre de payer les arriérés de salaire des agents. Un nouveau directeur général de l'entreprise Risasi Tabu a été nommé. Il prend la place de Bernadette Muongo. En septembre dernier, les agents de l'OCC avaient observé plusieurs jours de grève pour réclamer le paiement des arriérés de salaire.

**Kinshasa: les responsables d'écoles appelés à laisser étudier les élèves insolubles.** Le directeur provincial de l'éducation (PROVED) de la ville de Kinshasa, Lambert Mbadu, recommande aux responsables des écoles primaires et secondaires de ne pas

renvoyer chez eux les élèves qui n'ont pas payé les frais scolaires. Depuis plusieurs semaines, beaucoup d'écoles de toute catégorie (privées, publiques, conventionnées et non conventionnées) renvoient à la maison les élèves non en règle avec le paiement de frais scolaires. Selon Lambert Mbadu, les instructions du gouvernement provincial indiquent qu'aucun enfant ne peut être privé de cours pour non-paiement des frais scolaires. Il recommande aux comités des parents de trouver un compromis avec les chefs d'établissements et les gestionnaires d'écoles pour que ces frais soient payés progressivement. Il reconnaît que l'école a besoin d'argent pour fonctionner.

**Des centaines de ménages de Lubero fuient la présence des Mai-Mai.** Des centaines de familles habitant le groupement de Tama à Lubero (Nord-Kivu) ont quitté leurs villages depuis deux semaines à cause de la présence des miliciens Mai-Mai qui occuperaient certaines positions après le retrait de l'armée. Craignant d'éventuelles exactions de ces miliciens, ces habitants se dirigent vers d'autres territoires voisins. Ils proviennent des localités de Kyuto, Luhanga, Bukomerwa et Biambala. La société civile appelle les autorités à prendre des mesures pour sécuriser les habitants de cette partie du Nord-Kivu.

**Ituri: des militants de Filimbi transférés au Parquet.** Trois militants du mouvement citoyen Filimbi ont été transférés lundi 21 novembre au Parquet de grande instance de l'Ituri, à Bunia, deux jours après leur interpellation par la police. La police les accuse de trouble à l'ordre public et d'incitation à la rébellion. L'un des militants est un mineur qui a été remis au Tribunal pour enfants. Le mouvement citoyen «Filimbi» a organisé le 19 novembre l'opération «Piga Filimbi (Sifflez)» dans les artères de la ville de Bunia.

**Tshopo: des victimes de viol réclament le retour de la paix.** Les femmes victimes de viol dans les territoires de Mambasa et Bafwasende dans la province de la Tshopo demandent au gouvernement congolais de rétablir la paix et la sécurité dans leurs milieux. Ces victimes, une trentaine au total, accusent des militaires et des groupes armés d'être les présumés auteurs de leurs viols.

**Le sous-secrétaire général de l'ONU aux droits de l'homme en visite en RDC.** Le sous-secrétaire général des Nations unies aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, effectue depuis lundi 21 novembre une visite de cinq jours en RDC. Le but de son séjour est «d'exprimer sa préoccupation face aux rétrécissements de l'espace démocratique et la situation des droits de l'homme en RDC», indique le bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme. Il vient aussi encourager les autorités à prendre les mesures nécessaires pour prévenir une escalade des violences liées au processus électoral et des violations des droits politiques et libertés fondamentales.

**Deux casques bleus blessés dans l'attaque d'une milice à Kalemie.** Deux casques bleus du contingent béninois de la MONUSCO ont été blessés lundi 21 novembre dans une attaque aux flèches lancée par une milice qui se revendique de la communauté Luba, dans le territoire de Kalemie (Tanganyika). Ces miliciens ont également endommagé le véhicule qui transportait les casques bleus.

**Suspension de Kimbembe Mazunga, directeur général de la SCTP.** La ministre sortante du Portefeuille, Louise Munga Mesozi, a suspendu mardi 22 novembre Kimbembe Mazunga de ses fonctions de directeur général de la Société commerciale des transports et des ports (SCTP). Dans son arrêté, Louise Munga évoque «la tension sociale régnant au sein de la SCTP, tension qui risque de conduire à une paralysie totale des activités de cette entreprise publique.» La suspension de Kimbembe Mazunga intervient, une semaine après que les travailleurs de l'ex-ONATRA ont manifesté devant leur bâtiment administratif pour réclamer leurs salaires de septembre et octobre derniers.

**Mercredi 23 novembre.**

**RDC: l'ONU préoccupée par «la diminution de l'espace démocratique».** Au lendemain de son arrivée à Kinshasa, le sous-secrétaire général des Nations unies aux droits de l'homme, Andrew Gilmour, s'est entretenu mardi 22 novembre avec les autorités de la RDC, notamment «sur la diminution de l'espace démocratique dans ce pays.» La question de diminution de l'espace politique en RDC était au cœur de ses entretiens avec les présidents du Sénat, Léon Kengo wa Dondo, et de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. Le sous-secrétaire général des Nations unies aux droits de l'homme n'a toutefois pas révélé la réaction de ses interlocuteurs sur ces questions. Mais, à la question de savoir ce que l'ONU pourrait faire pour que l'espace démocratique en RDC soit de plus en plus ouverte, Andrew Gilmour a estimé qu'il faut « discuter avec les autorités, comment nous les Nations unies nous pourrions soutenir le processus ici dans ce pays, pour avoir les élections crédibles. Et pour promouvoir le dialogue national. Et surtout de diminuer les tensions ici.»

**Samy Badibanga: «Il faut penser à la cohésion nationale pour rassembler tout le peuple».** Nommé la semaine dernière Premier ministre pour former un gouvernement d'union nationale en RDC, Samy Badibanga a été reçu officiellement mardi 22 novembre par le Président Joseph Kabila. Au sortir de l'audience, Samy Badibanga a insisté sur la nécessité de consolider la cohésion nationale.

**Fungurume: 8 motocyclistes tués en 3 mois.** La corporation des exploitants des taxi-moto du Congo (CMCO) de Fungurume indique qu'en trois mois, huit motocyclistes ont été tués par des bandits et leurs motos emportées. Vincent Mungedi, président de cette association a dénoncé mardi 22 novembre non seulement ces cas de meurtre, mais aussi des tracasseries dont les membres sont victimes de la part des inconnus.

**En Ituri, l'envoyée spéciale de l'UA veut identifier les difficultés des femmes victimes de viols.** En visite à Bunia depuis mardi 22 novembre, l'envoyée spéciale de l'Union africaine (UA) pour les femmes, la paix et la sécurité, Bineta Diop, a déclaré s'être rendue sur place pour identifier les difficultés auxquelles font face les femmes notamment celles victimes de viols. Elle a également dit encourager les initiatives de restauration de la dignité des femmes victimes de viols. Bineta Diop envisage également de plaider



en faveur de la recherche des solutions aux problèmes des femmes de l'Est de la RDC, confronté aux conflits armés depuis plus de deux décennies.

**Début du déploiement du matériel électoral au Kasai-Oriental.** La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a débuté lundi le déploiement du matériel électoral dans la province du Kasai-Oriental en prévision des opérations d'enrôlement des électeurs. Environ 300 cartons contenant des supports sur lesquels seront imprimées des cartes d'électeurs ont déjà été réceptionnés à Mbuji-Mayi. Il s'agit du premier lot de matériel électoral déployé dans la province grâce à un avion de la MONUSCO, a-t-il précisé.

**L'armée note une amélioration de la situation sécuritaire à Beni.** La situation sécuritaire dans le territoire de Beni et ses environs s'est largement améliorée et stabilisée, a affirmé mardi le commandant des opérations Sokola I Sud à Beni, le général Fall Sikabwe. Il évoque notamment l'accalmie qui règnerait à Beni depuis deux mois. Le deuxième indice qui révèle la stabilité dans la région, selon le commandant des opérations Sokola I Sud, est l'absence des cas d'insécurité depuis deux mois sur la route Beni-Mayangose.

**Une marche contre « la mauvaise gestion » du Kongo-Central dispersée à Matadi.** La police nationale congolaise a dispersé mardi 22 novembre une marche pacifique organisée par les députés nationaux Fabrice Puela, Muller Luthelo et Papy Mantezolo pour dénoncer la « mauvaise gestion de la province » du Kongo-Central par le gouverneur Jacques Mbadu. Les initiateurs de la marche qui a réuni de nombreuses personnes affirment qu'il y a eu des militants de leurs partis qui ont été interpellés. Ils exigent leur libération.

Les députés Fabrice Puela, Muller Luthelo et Papy Mantezolo ont repris dans un mémorandum qu'ils devraient déposer à l'assemblée provinciale, des accusations contre le gouverneur Mbadu. Ils demandent aux élus provinciaux de déclencher le processus de déchéance de Jacques Mbadu. **Kongo-Central: les autorités justifient l'interdiction de la marche à Matadi.** « Pour chercher un climat de paix, les autorités qui sont censées protéger les personnes et leurs biens ont jugé bon d'interdire cette marche ici. Ce n'est pas seulement au Kongo-Central ou à Matadi que cela se passe. Cela s'est passé aussi à Kinshasa, à Lubumbashi et dans d'autres villes du pays », s'est justifié Aimé Muaka, conseiller politique du gouverneur du Kongo-Central.

**René Lumuna nommé président fédéral de l'UNAFEC dans le Lualaba.** Gabriel Kyungu, président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (UNAFEC) a nommé, lundi 21 novembre, René Lumuna au poste de président fédéral de ce parti d'opposition dans la province du Lualaba.

**Kinshasa: 120 inspecteurs de la police formés sur la gestion des manifestations.** La police nationale congolaise, avec l'appui de la police de la MONUSCO (UNPOL), forme depuis mardi 22 novembre à Kinshasa cent vingt inspecteurs de police sur la gestion sécuritaire des manifestations.

**RDC: 30 morts dans une nouvelle attaque attribuée aux pygmées à Muswaki.** La nouvelle attaque des Populations autochtones pygmées à Muswaki est survenue lundi 21 novembre. Les miliciens ont envahi subitement le village et se sont livrés au massacre. Le bilan fait état d'environ trente personnes tuées à la flèche, parmi lesquelles plusieurs enfants. Ce bilan risque d'être revu à la hausse, estiment les rescapés, qui font savoir que plusieurs autres victimes blessées ont fui dans la brousse avec des flèches empoisonnées plantées sur leurs corps.

**Le parti UNIR MN sans nouvelles de son président Frédéric Boyenga.** Le parti Union pour la République Mouvement national (UNIR MN) est sans nouvelle de son président Frédéric Boyenga Bofala depuis une semaine. D'après Olivier Meskens Ntambu, le secrétaire général du parti, Frédéric Boyenga a été arrêté à son hôtel quatre jours après son arrivée à Kinshasa en provenance d'Europe.

**Le député Lokondo recommande un gouvernement de 35 ministres.** Henri Thomas Lokondo recommande au Premier ministre Samy Badibanga de former un gouvernement de trente-cinq ministres. Il estime qu'au regard de la modicité des prévisions budgétaires laissées par le gouvernement sortant, un gouvernement gigantesque risque de compromettre les missions principales lui assignées par le chef de l'Etat et l'accord politique: l'organisation des élections et l'amélioration du social.

**Jeudi 24 novembre.**

**RDC: «Une transmission pacifique du pouvoir à l'issue du mandat de Kabila est possible» (ONU).** Intervenant mercredi 23 novembre à New York devant le Conseil de sécurité, l'ambassadeur de France à l'ONU, François Delattre, a évoqué la possibilité d'«une transmission pacifique du pouvoir à l'issue du mandat de Kabila» en RDC. M. Delattre présentait le rapport de la mission du Conseil de sécurité qu'il a dirigée dans ce pays du 11 au 14 novembre dernier. Pour lui, le dialogue entre les fils et filles de la RDC reste la voie privilégiée pour surmonter les différents qui subsistent. Le diplomate français a par ailleurs appelé l'ensemble des forces politiques à «s'assurer que le pays reste sur la voie de la paix et du renforcement de ses institutions démocratiques.» Face à ce message, porté de manière très unie par l'ensemble de membres du Conseil de Sécurité, a-t-il indiqué, tous les interlocuteurs du Conseil ont fait part de leur souhait d'éviter un nouvel épisode de violences après les événements tragiques du 19 et 20 septembre 2016.

**Nouveau gouvernement: l'UNC n'a pas encore décidé pour sa participation.** L'Union pour la nation congolaise (UNC) de Vital Kamerhe par n'a pas encore levé l'option sur sa participation ou non au futur gouvernement d'union nationale qui a doit être formé, a déclaré mercredi dans la mi-journée à Radio Okapi Juvénal Munubo, député national et cadre de ce parti. Juvénal Munubo a

précisé que l'UNC attend encore l'organisation d'une rencontre entre les opposants ayant pris part au dialogue et le nouveau Premier ministre avant de se prononcer sur la question de sa participation au futur gouvernement.

**Beni: 26 personnes kidnappées par les ADF relâchées.** Vingt-six personnes kidnappées depuis plusieurs mois par les rebelles ougandais des ADF à Beni ont été relâchées au cours du mois de novembre. Le Capitaine Mak Hazukay, porte-parole des opérations Sokola 1 attribue ce « dénouement heureux » à la pression que les Forces armées de la RDC (FARDC) exercent depuis quelques temps sur ce groupe armé. Selon Omar Kavota, coordonnateur de Centre d'études pour la promotion de la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO), une ONG de défense des droits de l'homme active dans l'Est de la RDC, cette libération des otages est une stratégie choisie par les ADF pour passer un message à l'opinion nationale. A l'en croire, une dizaine d'otages relâchés le week-end dernier par les ADF ont confié aux autorités que les rebelles ougandais revendiquent le droit de propriété sur plusieurs espaces de terre dans le territoire de Beni.

**Réunir les conditions pour des élections apaisées, «responsabilité première» de Samy Badibanga (UE).** L'Union Européenne (UE) estime que la « responsabilité première » du nouveau Premier ministre, Samy Badibanga, « consistera à réunir les conditions pour la tenue d'élections apaisées, crédibles et transparentes, conformément aux principes énoncés dans la Constitution et en accord avec la résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations Unies ». L'UE indique que la nomination d'un nouveau Premier ministre en RDC et la mise en place d'un nouveau gouvernement, « viennent à un moment critique à quelques semaines de l'échéance constitutionnelle du 19 décembre ». L'Union européenne dit soutenir la médiation des évêques catholiques entre les acteurs qui ont participé au dialogue et ceux qui l'ont boycotté.

**André Gilmour discute de la liberté de manifestation avec les autorités du Haut Katanga.** Le sous-secrétaire général des Nations unies aux droits de l'Homme André Gilmour a discuté mercredi 23 novembre à Lubumbashi avec le gouverneur du Haut Katanga de la feuille de route pour l'ouverture de l'espace démocratique dans la province. Il a indiqué qu'un accent a été mis sur la liberté de réunion, d'expression et de manifestation.

**Mbandaka: une soixantaine d'agents de la CENI formés sur l'enrôlement des électeurs.** Le secrétaire exécutif provincial de la commission nationale électorale indépendante (CENI) à l'Equateur, Achille Bolekela, a indiqué qu'une soixantaine des formateurs nationaux et provinciaux de la commission électorale suivent depuis mardi 22 novembre une formation de sept jours à Mbandaka. Ces agents de la CENI sont notamment formés sur la procédure d'identification et d'enrôlement des électeurs ainsi que sur l'utilisation du nouveau matériel d'enrôlement.

**L'Etat appelé à décourager l'enrôlement des jeunes dans les milices au Nord-Kivu.** L'ONG Centre d'étude pour la promotion de la paix, la démocratie et les droits de l'homme (CEPADHO) appelle l'Etat congolais à dissuader l'enrôlement des jeunes dans les milices au Nord-Kivu et a également demandé à la justice militaire de punir les membres des groupes armés pour décourager ceux qui voudraient se lancer dans cette « entreprise criminelle ».

**Nord-Kivu: quatre policiers abattus par des miliciens.** La police accuse des miliciens d'avoir abattu quatre policiers en l'espace de trois semaines, au Nord-Kivu : 2 policiers ont tués à Butembo et 2 autres à Rutshuru.

**Lubero: les Fardc délogent les miliciens de deux localités.** Les Forces armées ont repris mercredi 23 novembre le contrôle des localités de Butuhe et Rwaha dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ces deux villages étaient contrôlés par des miliciens Maï-Maï de l'Union de patriotes pour la libération du Congo (UPLC).

**TFM: les travailleurs entament des discussions avec la direction de l'entreprise.** Après trois jours d'arrêt de travail, les travailleurs de l'entreprise Tenke Fungurume Mining (TFM) ont entamé mercredi 23 novembre des discussions avec leur employeur, sous l'égide du gouverneur de la province du Lualaba. Selon le gouverneur Richard Muyej, TFM a accédé à certaines revendications de ses agents. Il s'agit notamment de l'augmentation du barème salarial, des frais supplémentaires sur le pécule congé et la révision des horaires de travail. Les travailleurs qui se félicitent de ces avancées voudraient que leur employeur fixe la hauteur des augmentations avant toute reprise de travail.

**Conflits pygmées-luba: les hôpitaux qui soignent les blessés demandent du soutien.** Les hôpitaux qui soignent les blessés des affrontements entre les membres des communautés pygmées et luba dans la province du Tanganyika demandent le soutien du gouvernement et des humanitaires. Le nombre de blessés continue d'augmenter à mesure que les affrontements se poursuivent. Le médecin chef de zone de santé de Manono a sollicité un appui en personnel de qualité, une aide matérielle et la mise sur pied d'un dispositif d'intervention rapide pour faire face à cette crise.

**Déploiement du matériel électoral à Kananga.** Plus de 14 tonnes de cartes d'électeurs et six camions ont été réceptionnés à Kananga, a annoncé le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au Kasai-Central, Pierre Shindani Muamba, lors d'un point de presse jeudi 24 novembre.

**Vendredi 25 novembre.**

**RDC: l'UNC participera au gouvernement Badibanga sous certaines conditions.** L'Union pour la nation congolaise (UNC) va participer au gouvernement Badibanga sans son chef, Vital Kamerhe. Ce parti exige cependant que le Premier ministre s'engage à régler la question de l'insécurité dans l'Est du pays et d'assurer le respect strict de l'accord de la Cité de l'Union africaine. L'option a été levée jeudi 24 novembre par la direction politique de ce parti élargie aux alliés. Vital Kamerhe indique que ces préalables ont été communiqués jeudi même au Premier ministre Samy Badibanga. L'UNC et Alliés ont également appelé Samy Badibanga, dans

le cadre de l'application de cet accord politique, à «poursuivre les mesures de décrispation politique; compte tenu du fait que nous sommes dans une période particulière.» M. Kamerhe a précisé que lui-même ne ferait pas partie de l'équipe gouvernementale. «Nous pouvons servir le pays sans attendre des postes ministériels», s'est-il justifié.

**Kinshasa : le directeur général de la DGRK interpellé à l'assemblée provinciale.** Le directeur général de la Direction générale des recettes et de Kinshasa (DGRK) Narcisse Lombo, a été auditionné mercredi par les députés provinciaux. Les élus de Kinshasa voulaient s'enquérir de la situation de cette régie financière qui, selon les autorités de la ville de Kinshasa, connaît une baisse de productivité. La ville-province de Kinshasa peine depuis quelques mois à payer les salaires des agents et cadres y compris ses députés et ministres provinciaux. Les autorités provinciales ont évoqué entre autres cause à ce problème la faiblesse de la mobilisation des recettes de la DGRK.

**Nord-Kivu : les activistes des droits de l'homme s'inquiètent des conséquences de l'interdiction des manifestations.** Les activistes des droits de l'homme qui œuvrent au Nord-Kivu ont peint un tableau sombre de la situation des droits de l'homme dans cette partie de la RDC. Ils ont évoqué, dans leur rencontre avec le sous-secrétaire général des Nations unies chargé des droits de l'homme, la question de la sécurité des activistes et la menace des violences d'ici le 19 décembre prochain. Ils ont aussi dénoncé la restriction des droits fondamentaux de la population, la répression des manifestations, l'arrestation des activistes et l'instrumentalisation de la justice avant d'exprimer leur crainte d'une escalade de violence dans les jours à venir.

**Levée de la mesure contre la circulation des taxis-motos après 18 heures à Kinshasa.** Le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta Yango a levé la mesure, interdisant aux taxi-motards de circuler après 18 heures dans la ville. Il l'a dit aux concernés, jeudi 24 novembre, au cours d'une réunion dans son bureau de travail à Kinshasa. Le gouverneur de Kinshasa justifie sa décision par le souci d'éviter les difficultés de transports aux populations des communes péri-urbaines. André Kimbuta a également appelé les taximen motos à dénoncer les malfrats qui s'infiltrèrent parmi eux.

**Kinshasa: une dizaine de maisons bâties à la Cité de la paix «Cardinal Etsou» en 10 ans.** Une dizaine de maisons ont été construites en l'espace de dix ans dans la Cité de la paix «Cardinal Etsou», à Kimbanseke (Kinshasa). L'abbé Oswald Bagaza, coordonnateur de l'ONG Action pour la solidarité et le développement (ASODEV), qui pilote ce projet attribue cette lenteur de construction à plusieurs contraintes dont le manque de préfinancement. Il a également assuré que ce projet de construction de plus trois mille logements sociaux et 47 infrastructures sociales de base va continuer avec la garantie de l'Etat et de l'église catholique qu'il engage. Le prêtre a rappelé que la Cité de la paix «Cardinal Etsou» n'est pas son œuvre à lui mais plutôt une initiative de l'Etat congolais dont la gestion a été confiée à l'église catholique.

**Nord-Kivu : Bineta Diop « profondément affligée par ce qu'elle a entendu à Beni ».** «Ce que j'ai entendu des autorités et des associations féminines du territoire de Beni m'a profondément affligée», a affirmé Bineta Diop, envoyée spéciale de l'Union africaine (UA) pour la femme, la paix et la sécurité à la presse à l'issue de sa visite à Oicha, chef-lieu du territoire de Beni (Nord-Kivu), jeudi 24 novembre. Selon elle, la situation sécuritaire et humanitaire telle que présentée par les différents acteurs socio-politiques de Beni est grave dans cette zone. Elle fait remarquer que les femmes et les enfants sont les plus affectés par les conflits armés dans cette partie du pays. Elle a promis de transmettre à la commission africaine chargée de paix et de sécurité ces doléances pour que des solutions urgentes soient trouvées.

**Accroissement du nombre de réfugiés sud-soudanais dans le Haut-Uele.** La Société civile de la province du Haut-Uélé a fait remarquer vendredi 25 novembre que le nombre des réfugiés sud-soudanais à Faradje est passé de 5000 personnes en octobre à 17 000 au cours de ce mois de novembre. Onze mille réfugiés sont regroupés à Meri, un site aménagé par les autorités locales dans la cité d'Aba, et six mille autres sont dans des familles d'accueil dans différentes chefferies du territoire, renseigne la même source.

**Sud Kivu : cinq personnes foudroyées sont mortes à Kalehe.** Des corps calcinés des victimes de l'incendie d'un camion citerne contenant du carburant. Le drame a causé la mort de plus de 300 personnes dans la cité de Sange au Sud-Kivu, le 2 juillet 2010. Cinq personnes foudroyées sont décédées et sept autres blessées, dans la nuit de jeudi à vendredi 25 novembre, à la suite de la pluie qui s'est abattue sur la localité de Mpumbi dans le territoire de Kalehe (Sud Kivu).

**Deux personnes tuées et 14 agressées en 11 jours à Kasumbalesa.** L'Organisation non gouvernementale la Voix des opprimés dénonce la recrudescence de l'insécurité dans la cité frontalière de Kasumbalesa (Haut-Katanga). Selon elle, en 11 jours, 14 personnes ont été agressées, deux tuées par balles, 3 blessées ainsi que 4 femmes violées par des bandits armés.

**Kinshasa: le début de la campagne «Bye bye Kabila» annoncé pour ce samedi.** Le début de la campagne «Bye bye Kabila» est annoncé pour samedi 26 novembre à Kinshasa. A l'initiative du mouvement pro-démocratie Lutte pour le changement (Lucha), cette campagne entend appeler la population à demander pacifiquement au président de la République de quitter le pouvoir à la fin de son deuxième et dernier mandat constitutionnel, le 19 décembre 2016. Cependant, le gouverneur de la ville-province de Kinshasa a interdit cette manifestation. Malgré cette interdiction, Godefroid Mwanabwato, militant de la Lucha, a affirmé le maintien de cette activité. La Lucha et ses allés se proposent de lancer cette campagne simultanément à la Place des artistes au Rond-point Victoire, au Rond-point Ngaba, au Rond-point Super-Lemba, au Rond-point des Huileries et au Marché central de Kinshasa. La police nationale a promis de faire respecter la décision de l'autorité urbaine, en déployant ses dispositifs dans des lieux choisis par les organisateurs de cette manifestation.

**Samedi 26 novembre.**

**Sénat: adoption du projet de loi sur la réforme de la BCC.** Le Sénat a adopté, vendredi 25 novembre, le projet de loi portant organisation et fonctionnement de la Banque centrale du Congo (BCC). Parmi les innovations apportées par ce nouveau projet de loi, il y a notamment l'institution de la gestion collégiale de cette institution bancaire nationale. Ce projet de loi préconise également des réformes profondes dans l'organisation et le fonctionnement de la BCC, a indiqué Mabi Mulumba le président de la Commission économique et financière du Sénat. Par ailleurs, le sénateur Florentin Mokonda Bonza a salué le fait que la nomination du gouverneur de la BCC n'est plus du pouvoir discrétionnaire du chef de l'Etat seul.

**L'assemblée provinciale du Kasai Central adopte un budget de 100 milliards de francs congolais pour 2017.** L'assemblée provinciale du Kasai Central a adopté vendredi 25 novembre le budget de 2017 qui se chiffre à 100 milliards des francs congolais, soit 102406124.34USD, moyennant quelques amendements. Ce projet regroupe les recettes du budget général et celles du budget annexe, note le gouvernement provincial. Les recettes du budget général sont composées à 59 % des recettes internes autrement appelées recettes courantes. Les recettes extérieures qui représentent 41 % proviennent des dons, legs et des projets.

**RDC : lancement de la campagne « 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme ».** Le ministère du genre, famille et enfant a lancé, vendredi 25 novembre à Kinshasa, la campagne « 16 jours d'activisme contre les violences faites à la femme » pour mobiliser des ressources à l'échelle nationale et lutter contre les violences faites à la femme en République démocratique du Congo. Thérèse Olonga, ministre provinciale du Genre de Kinshasa, s'est félicitée des résultats engrangés par la RDC dans la lutte contre des violences faites aux femmes et notamment contre les violences sexuelles. Elle a exposé sur l'engagement de l'exécutif provincial de Kinshasa à mobiliser les ressources «pour financer les projets visant à éliminer la violence faite aux femmes ». L'ambassadeur de la Suède en RDC, représentant les bailleurs de fonds, a souligné la nécessité de financer la campagne si l'on veut bien atteindre l'objectif 5 du développement durable 2030 sur l'égalité de sexes.

**Des déplacés en situation difficile à Kabalo.** Le territoire de Kabalo dans la province du Tanganyika compte plus de quinze mille déplacés répartis dans six sites et dans des familles d'accueil. Une nouvelle vague a été enregistrée jeudi 24 novembre en provenance de la localité de Lwala située à une centaine de km au sud-est de Kabalo-centre. Ces nouveaux déplacés ont fui les combats entre milices pygmée et bantoue entre le 15 et le 20 novembre. Au total, 169 ménages ont trouvé refuge dans les installations de la SNEL. C'est depuis le 8 septembre dernier que ces déplacés, originaires du groupement Bayolo dans le territoire de Nyunzu, sont arrivés à Kabalo.

**Suspension des cours à l'ISP-Kikwit.** Les membres du corps académique de l'Institut supérieur pédagogique (ISP)/Kikwit ont suspendu depuis jeudi 24 novembre les enseignements et toutes les activités de recherche au sein de cet établissement d'Enseignement supérieur universitaire (ESU). Ce corps académique reproche au directeur général de l'ISP, Katunda Ly Wembe, notamment le non-respect des instructions relatives à la nomination de nouvelles autorités décanales régulièrement élues, le recrutement d'«un corps étranger à l'institut et à l'ESU» comme d'un directeur de cabinet, la réhabilitation des assistants révoqués par le comité de gestion sortant sans avis du conseil de l'Institut. Katunda Ly Wembe a annulé toutes les décisions jugées irrégulières par les professeurs, «afin de ramener un climat serein» de travail à l'ISP. Mais, le corps académique attend voir l'application effective de toutes ces décisions sur terrain, avant de reprendre les activités.

**L'économie du Sud-Kivu en difficulté, selon la FEC.** Les opérateurs économiques du Sud-Kivu ont lancé vendredi 25 novembre un SOS au président de la République pour sauver l'économie en baisse. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) du Sud-Kivu a annoncé, lors d'un point de presse à Bukavu, que la situation sociale de la population du Sud-Kivu devenait très précaire. La FEC/Sud-Kivu renseigne que chaque ministère provincial est devenu un service générateur des revenus, plongeant ainsi les opérateurs locaux dans un désastre économique. Il a dénoncé notamment «des perceptions illégales, carence ou manque de liquidités dans les institutions de microfinance et autres tracasseries par les services de l'Etat».

**Kinshasa: la police empêche la campagne «Bye bye Kabila».** Les mouvements citoyens Lucha, Filimbi ainsi que des partis politiques comme le MLC n'ont pas pu procéder samedi 26 novembre au lancement de leur campagne dite: «Bye bye Kabila». Comme promis, la Police a occupé les endroits choisis par les organisateurs de cette manifestation pour faire respecter la décision prise par l'autorité provinciale interdisant cette activité. Par cette campagne, les organisateurs ont affirmé vouloir sensibiliser la population sur la fin du mandat du président Kabila le 19 décembre prochain.

**Kyungu wa Kumwanza appelle à la non-violence.** Gabriel Kyungu wa Kumwanza affirme sa volonté de privilégier la non-violence dans sa lutte politique. Le coordonnateur du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement de l'ex-Katanga l'a affirmé samedi 26 novembre à Lubumbashi au cours d'une communication avec tous les militants de son regroupement politique.

**Goma: arrivée de plus de 500 ex-combattants sortis de Kitona.** Cinq cent neuf ex-combattants démobilisés issus des groupes armés du Nord-Kivu ont regagné la province après avoir passé environ trois ans dans le centre de préparation à la réintégration de Kitona au Kongo-Central. Ces ex-combattants, qui ont choisi de rentrer dans la vie civile, vont retourner dans leurs milieux d'origine ou dans un autre milieu de leur choix, pour la réintégration social. Ils ont reçu chacun une somme d'argent, dont le montant n'a pas été révélé, comme frais de transport pour se rendre dans les milieux de leur choix.

**Dimanche 27 novembre.**

**Université de Kisangani: 52% taux de réussite pour l'année passée.** Le recteur de l'Université de Kisangani (UNIKIS) a annoncé samedi 26 novembre que le taux de réussite était de 52% pour l'année académique 2015-2016. « Lorsqu'il est question d'évaluer, on doit évaluer objectivement l'étudiant », a-t-il fait savoir, ajoutant que son université veille à « l'assurance qualité ».

**RDC: « Kabila Désir » devient un parti politique.** L'association « Kabila Désir » est désormais un parti politique. Son initiateur Tryphon Kin-kiey Mulumba l'a annoncé samedi 26 novembre. Il a fait savoir que ce nouveau parti a notamment pour objectif de promouvoir et pérenniser l'action et la pensée de Joseph Kabila. « Kabila Désir va désormais occuper l'espace, tout l'espace, mobiliser, agir. Pour la toute première fois au Congo, après des partis lumumbistes, une organisation politique se décomplexé, voit le jour, se choisit son modèle « Kabila », sans faux-fuyant », a déclaré M. Kin-kiey Mulumba.

**Mbuji-Mayi: marche de soutien au nouveau Premier ministre.** Des partis de la majorité et des associations de la société civile du Kasai-Oriental ont organisé vendredi 25 novembre à Mbuji-Mayi une marche pour soutenir le nouveau Premier ministre Samy Badibanga. Les manifestants sont partis de cinq communes de la ville accompagnés de leurs bourgmestres respectifs. Le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji étaient également présents.

**RDC: les Pygmées réclament de participer au prochain gouvernement.** Alors que le nouveau Premier ministre Samy Badibanga poursuit des consultations pour composer son gouvernement, la communauté pygmée réclame de participer à la prochaine équipe gouvernementale. Son porte-parole, Jean Mpia Bikopo, estime que depuis l'accession de la RDC à l'indépendance, la communauté pygmée est exclue « de grandes occasions de l'histoire du pays ». Il affirme que la RDC devrait prendre exemple sur des pays comme le Canada, l'Equateur, le Venezuela où, selon lui, des autochtones sont associés aux instances de prise de décision.

**RDC: 35 civils tués dans l'attaque d'un village par des miliciens à Lubero.** Trente-cinq civils et un milicien Maï-Maï ont été tués dimanche 27 novembre dans l'attaque du village Luhanga à Lubero par des miliciens dans l'Est de la RDC. Ce bilan est livré par des sources de la société civile locale et l'administrateur du territoire de Lubero, Bokele Joy. Interrogé par Radio Okapi, l'administrateur du territoire a affirmé que les assaillants ont profité de l'infériorité numérique des militaires pour opérer en toute quiétude.

**Sud-Kivu: des affrontements entre militaires et miliciens font 6 morts.** Les affrontements qui ont éclaté samedi 26 novembre dans la matinée entre l'armée et des miliciens Maï-Maï à Uvira ont fait six morts (trois de chaque côté). Selon des sources de l'armée et des autorités locales, 7 militaires ont été blessés lors de ces affrontements. L'armée a renforcé sa présence dans la région et annonce que la situation est « sous contrôle ».

**Un accident de circulation fait 9 morts sur la route Komanda-Beni.** Le véhicule provenait du marché de Katabeyi, à environ 40 km d'Ofayi, où les passagers venaient d'acheter des régimes de bananes qu'ils allaient vendre à Bunia, indique le commandant de la police à Komanda. L'accident s'est produit vers 20 heures. Le véhicule qui transportait 22 personnes a fini sa course dans un ravin.

**Ituri: l'Etat appelé à démanteler les réseaux maffieux de fabrication des imprimés de valeur.** En Ituri, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) demande au gouverneur Abdallah Pene Mbaka de démanteler les réseaux illicites de fabrication des imprimés de valeurs à partir de l'Ouganda voisin. Le président du patronat congolais en Ituri, Constant Bubu Lenga a indiqué que ces réseaux maffieux opèrent dans certains services étatiques en charge de recouvrement des recettes dans cette partie du pays. Selon Constant Bubu Lenga, certains cadres et agents de services publics tels que transport et voie de communication, environnement et conservation de la nature traversent la frontière ougandaise pour faire fabriquer ces imprimés de valeur. De retour, ces agents utilisent ces documents en parallèle avec d'autres imprimés officiels pour recouvrer les recettes de l'Etat mais pour leur compte.

**Dungu: l'UE annonce la construction de deux barrages hydroélectriques.** L'Union européenne (UE) annonce la construction de deux barrages hydroélectriques dans le territoire de Dungu (Haut-Uélé). La délégation de l'UE a réalisé l'étude de faisabilité de ces deux barrages du 22 au 24 novembre derniers en partenariat avec l'ONG internationale African Parks auprès des communautés locales de Dungu. Selon cette étude, les travaux de réhabilitation de Kibali 1 qui n'a fonctionné que de 1985 à 1996 exigent un montant de 1.500.000 euros et la construction du barrage Amali nécessite 2.500.000 ou 3.000.000 d'euros. Les deux infrastructures Kibali 1 dans la cité de Dungu et Amali à 15 Km de la cité auront une capacité de production de 800 Kilowatt chacune, affirme la même source. L'administrateur intérimaire du territoire de Dungu, Jean-Pierre Etena, a indiqué qu'une équipe d'experts du 11<sup>e</sup> FED, arrive en janvier 2017 pour échanger avec les autorités sur la contribution locale dans la construction de ces barrages.

**La ville de Bumba accueille l'atelier de prévention des catastrophes naturelles.** A l'initiative de Caritas international Belgique, ce forum regroupe trente des Caritas diocésaines, affectés au Programme d'appui à la résilience des populations vulnérables aux risques de catastrophes (PRRC). La chargée des programmes à la Caritas international Belgique en RDC, Juliette Maquart a expliqué que cet atelier de renforcement des capacités fait suite aux inondations qu'avaient connues, en mars dernier, les habitants des diocèses de Lisala et Lolo (Mongala).

**Lundi 28 novembre.**

**Tanganyika: environ 152 écoles incendiées à la suite des conflits ethniques.** Environ 152 écoles ont été incendiées à la suite des conflits ethniques déclenchés depuis un mois entre les bantous et les pygmées, dans le territoire de Kabalo (Tanganyika). Selon les chefs coutumiers et ONG locales, seules 32 écoles primaires fonctionnent sur les 144 que compte le secteur Lukuswa à Kabalo. Du

côté des écoles secondaires, seules 24 ont été épargnées sur les 64 écoles secondaires de cette contrée. Les mêmes sources renseignent que les élèves et les enseignants ont abandonné leurs localités à la suite de ce conflit. Au début de cette récente escalade de violence en octobre dernier, mêmes les écoles du chef-lieu du territoire de Kabalo n'avaient pas fonctionné pendant une semaine et demie. Ces conflits ethniques ont causé des pertes en vies humaines et des dégâts matériels énormes au Tanganyika.

**Kongo-Central: 1 300 démobilisés rentrent dans leurs provinces d'origine.** Ils embarquent par groupes dans des avions vers les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, Haut-Lomami, Haut-Katanga, Tanganyika et Lualaba. Sur les 1313 ex-combattants éligibles au départ, 802 ont déjà quitté la base militaire de Kitona par avion, selon des sources militaires.

**RDC: impossible d'organiser la présidentielle avant « avril 2018 ».** La présidentielle qui devait avoir lieu cette année en République démocratique du Congo ne pourra pas se tenir avant « avril 2018 », a déclaré à l'AFP le ministre des Affaires étrangères congolais Raymond Tshibanda, en marge du sommet de la Francophonie à Antananarivo. M. Tshibanda a par ailleurs estimé qu'il ne pouvait « pas exclure qu'il y ait quelques tentatives de violence » de la part de l'opposition autour du 20 décembre, date de la fin du mandat du président Joseph Kabila, à qui la Constitution interdit de se représenter.

**Les adoptions en RDC suspendues par la France pour éviter le risque de trafics d'enfants.** La décision de la France de suspendre à compter du 31 décembre les adoptions en RDC est due à une volonté d'"éviter le risque de trafics d'enfants", ont expliqué vendredi 25 novembre des sources diplomatiques. Le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères avait annoncé cette décision jeudi, l'imputant à des "irrégularités" constatées dans les dossiers d'adoption et à "l'insuffisance des garanties juridiques et éthiques".

**TFM: la délégation syndicale appelle les travailleurs à reprendre le travail.** La délégation syndicale de l'entreprise Tenke Fungurume Mining (TFM) demande aux employés de reprendre le travail ce lundi 28 novembre. TFM affirme avoir clôturé les négociations avec la délégation syndicale et indique que presque toutes les revendications des travailleurs ont été acceptées par l'employeur. Il s'agit notamment de l'utilisation des appareils de communication sur le lieu de travail ainsi que l'amélioration de la contribution aux frais funéraires. Les agents de TFM observent un arrêt de travail depuis le lundi 21 novembre.

**Une quarantaine de personnes kidnappées après une attaque des présumés LRA à Dungu.** D'après des témoins, l'attaque a eu lieu après le départ d'une délégation composée des représentants de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), du Haut-commissariat des Nations-unies pour les réfugiés (HCR), des autorités de l'armée et de la MONUSCO qui ont visité dans la journée les réfugiés sud-soudanais installés sur le site de Gangala, à quelque kilomètres de Bokudangba. Tard dans la nuit, des assaillants armés ont pris d'assaut le village et contraint les habitants à leur donner de l'argent. Ils ont ensuite emporté le matériel médical, l'argent et tous les documents du poste de santé de Bokudangba avant de forcer plus d'une quarantaine de villageois à porter le butin en forêt.

**RDC: le Comité des droits de l'homme de l'ONU exige la libération de Diomi Ndongala.** Le Comité des droits de l'homme des Nations unies exige la libération et l'indemnisation de Diomi Ndongala, détenu depuis quatre ans détenu à la prison centrale de Makala à Kinshasa. En mars 2014, l'opposant avait été condamné à dix ans de prison pour viols sur mineurs. Diomi Ndongala a toujours rejeté cette accusation, qualifiant ce procès de politique. Une décision rendue publique le 17 novembre dernier à Genève après l'examen de la plainte déposée le 22 septembre 2014 par les avocats de Diomi Ndongala, a indiqué M. Kapiamba. La même source a invité le gouvernement congolais à respecter la décision de cette juridiction de l'ONU en ordonnant sans condition la libération de l'opposant.

**Nord-Kivu: des localités se vident de leurs habitants après le massacre des civils à Lubero.** Au lendemain du massacre d'une trentaine de civils par des miliciens dimanche 27 novembre au village Luhanga dans le territoire de Lubero, les habitants de plusieurs localités de la chefferie de Bwito à Rutshuru ont commencé à quitter leurs habitations pour aller trouver refuge plus loin. Ce mouvement est observé principalement dans les localités de Mirangi et Lusowa et concerne les deux communautés ethniques locales, les Nande et les Hutus.

**Massacre de civils à Luhanga: la population appelée à observer 4 jours de deuil.** A la suite du massacre dimanche d'une trentaine de personnes au village Luhanga au Nord-Kivu, les députés provinciaux élus des territoires de Rutshuru et Masisi, membres de la communauté Hutu, demandent à la population d'observer quatre jours de deuil. Selon des sources officielles, trente-cinq civils et un milicien ont été tués dimanche 27 novembre dans l'attaque des miliciens du groupe Mai-Mai Mazembe contre le village Luhanga.

**Un agent de la société Orange tué par des hommes armés sur la route Bunia-Tchomia.** Un agent de la société de télécommunication Orange a été tué samedi 26 novembre au cours du braquage d'un véhicule de cette entreprise sur la route Bunia-Tchomia. Les assaillants ont tiré sur le véhicule, tuant un agent. Le chauffeur a réussi tout de même à s'échapper, sauvant la vie des autres agents, a ajouté la même source.

**Kwilu: carence de magistrats à Bulungu.** Le procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Bulungu (Kwilu), Jerry Ngienda Makwala, s'inquiète du manque de magistrats dans sa juridiction. Les détenus restent en détention sans connaître leur jugement.

**RDC: le Rassemblement propose une transition de 12 mois et la présidentielle en septembre 2017.**

Dans un mémorandum remis à la Commission épiscopale nationale du Congo (CENCO), le Rassemblement de l'opposition suggère la tenue des élections présidentielle et législatives en septembre 2017. Le même document suggère que les élections provinciales doivent avoir lieu en décembre de la même année, a précisé lundi 28 novembre, Jean-Pierre Lisanga, coordonnateur de la coalition des alliés à Etienne Tshisekedi et membre du Conseil des sages du Rassemblement. Prévue initialement le 27 novembre 2016, l'élection présidentielle n'a pas été organisée. La Commission électorale nationale indépendante (CENI) a demandé et obtenu son report de la Cour constitutionnelle. Le deuxième et dernier mandat de l'actuel chef de l'Etat, Joseph Kabila, s'achève le 19 décembre prochain. Dans son mémorandum, le Rassemblement propose la mise en place d'une «période intérimaire», qui «ne peut pas dépasser douze mois à compter du 20 décembre 2016». Sur le sort du président de la République, ce regroupement de l'opposition indique être «ouvert aux discussions avec les signataires de l'accord de la cité de l'UA»; allusion faite à l'accord politique signé à la fin du dialogue en octobre dernier à Kinshasa. Cet accord, que le Rassemblement n'a pas signé, prévoit, lui, d'organiser la présidentielle et les législatives en avril 2018. Il prévoit également le maintien au pouvoir de l'actuel chef de l'Etat jusqu'à cette date et la mise en place d'un gouvernement dirigé par un opposant.

**Kinshasa: les élèves de l'Athénée de la Gombe contre la «cession» de leur terrain à la Chine.** Les élèves de l'Athénée de la Gombe à Kinshasa ont manifesté lundi 28 novembre pour protester contre ce qu'ils qualifient de «spoliation» d'une partie de la concession de leur école cédée à l'ambassade de Chine par le gouvernement congolais. Mais d'après les sources proches du ministère de l'EPS-INC, un protocole d'accord avait été signé entre les gouvernements congolais et chinois, il y a près de trois ans. Aux termes de celui-ci, la RDC devrait céder la parcelle qui abrite l'Inspection générale de l'Enseignement aux Chinois. Et, en contrepartie, ces derniers doivent construire un immeuble au site Tembe na Tembe pour le compte de l'inspection.

**Reprise de travail à Tenke Fungurume Mining.** Les travailleurs Tenke Fungurume Mining (TFM) ont repris le travail lundi 28 novembre, après une semaine de grève. Selon les délégués syndicaux de cette entreprise minière, la reprise des activités a été rendue possible suite à la signature le week end d'un accord qui reprend les principales revendications des travailleurs. L'employeur a accédé à certaines d'entre elles, notamment la révision à la hausse du barème salarial, des avantages supplémentaires sur le pécule de congé et des heures de travail.

**Likasi: la société KAI PENG poursuivie pour pollution de rivières.** Le Réseau des ressources naturelles ainsi qu'une dizaine d'agriculteurs du bas fond des rivières Kyantete et Mura dans la ville de Likasi, à 120 km de Lubumbashi, ont traduit en justice la société minière KAI PENG SARL et l'Etat congolais, pour pollution des rivières et destruction des cultures. Les parties ont été assignées le 16 novembre, mais l'audience a été fixée au 1er décembre prochain devant le tribunal de grande instance de Likasi. Pour les victimes, la décision d'aller en justice se justifie par l'absence, jusqu'à ce jour, de l'indemnisation promise par la société KAI PENG SARL, mais aussi par la nouvelle pollution enregistrée au mois de novembre en cours.

**Mardi 29 novembre.**

**Nord-Kivu: inhumation des victimes de massacre de Luhanga.** Toutes les victimes du massacre de Luhanga, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu), ont été mises en terre lundi 28 novembre. Il s'agit de 29 personnes tuées, soit 3 hommes, 15 femmes et 11 enfants. La cérémonie d'inhumation a eu lieu en présence d'une délégation mixte composée de délégués du gouvernement provincial et de la MONUSCO.

**La CENI invite les femmes du Sud-Kivu à s'enrôler massivement.** Le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) au Sud-Kivu, Gaudens Maheshe, appelle les femmes de cette province à participer massivement aux opérations d'enrôlement qui s'y déroulent actuellement. Au cours d'un séminaire de sensibilisation des femmes sur le processus électoral organisé lundi à Bukavu, il a soutenu qu'un enrôlement massif des femmes leur permettra de participer aux prochaines élections et d'influencer l'élection des femmes candidates.

**RDC: Corneille Nangaa évoque l'hypothèse des élections en 2017.** Le président de la commission électorale nationale indépendante (CENI) Corneille Nangaa a évoqué lundi 28 novembre l'hypothèse d'organiser les élections en 2017. Il l'a fait savoir au cours d'une audience au bureau du Sénat, affirmant la volonté de la commission électorale d'organiser les élections dans un climat de sérénité. Pour Corneille Nangaa, cette hypothèse exigerait une implication totale du Parlement et de la communauté internationale notamment dans la mobilisation et l'augmentation sensible du budget alloué à l'organisation des élections. Après ce compte-rendu, une séance à huis clos s'est tenue au Sénat.

**Les députés hutus exhortent les communautés du Nord-Kivu à cohabiter pacifiquement.** Les caucus des députés nationaux hutus et les notables Hutu vivant à Kinshasa exhortent les communautés du Nord-Kivu à la cohabitation pacifique. Ils ont lancé cet appel lundi 28 novembre, au lendemain du massacre d'une trentaine de personnes au village Luhanga dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). Ces notables et députés hutus affirment que ce massacre ne doit pas rester impuni. Ils demandent au gouvernement de diligenter une enquête indépendante et crédible. Ils demandent au gouvernement de prendre « les mesures qui s'imposent pour sécuriser la population du Nord-Kivu, particulièrement les rescapés hutus des massacres de Lubero » et « exigent aussi la prise en charge des blessés ainsi que l'assistance des déplacés qui errent dans le territoire de Lubero ».

**Trente-cinq sourds-muets formés sur le code de la route à Beni.** Trente-cinq élèves de l'école de sourds-muets de Beni ont été formés pour comprendre et respecter le code de la route. Ils ont notamment appris à décoder des signaux envoyés par les panneaux de signalisation sur la route et la notion de priorité. D'après les responsables de la police de la MONUSCO (UNPOL) de Beni qui ont initié cette formation, cette initiative vise à assurer la sécurité des personnes vivant avec handicap.

**Taekwondo: la RDC participe à la Coupe du Monde francophone au Maroc.** Les athlètes de la RDC de Taekwondo séjournent depuis lundi 28 novembre au Maroc pour participer à la Coupe du monde francophone de cette discipline. Cette compétition débute le 1er décembre prochain, dans la ville de Yun. Conduite par l'entraîneur principal Batusuanako Ilunga, la délégation congolaise de Taekwondo est composée de douze personnes dont huit athlètes. Les autres athlètes, restés à Kinshasa "pour des raisons administratives", pourraient rejoindre l'équipe dans les jours à venir.

**L'ONG BDA annonce la formation d'une centaine d'éco-preneurs au Kongo-Central.** L'ONG Biotechnologie pour le développement durable en Afrique (BDA) annonce la formation de la première promotion d'éco-preneurs (entrepreneurs écologiques) congolais. Cette première promotion sera composée d'une centaine de candidats. La fondatrice de cette organisation, Carolle Robert a fixé le début de cette formation au samedi 3 décembre prochain à la réserve de biosphère de Luki (Kongo-Central). Après cinq mois de formation, ces éco-preneurs seront capables de transformer des plantes médicinales en matière première (huiles essentielles ou essences) et de créer des emplois dans le secteur du "bio", de l'écologie et de l'environnement. Carolle Robert justifie le lancement de ce projet par la richesse de la biodiversité de la RDC.

**Nouvelle attaque des présumés ADF à Beni, un militaire et 3 rebelles tués.** Un soldat des Forces armées de la RDC (FARDC) a été abattu et un autre blessé, la nuit dernière au cours d'une attaque des présumés rebelles ADF dans la localité de Kainama, située à 90 km de la ville de Beni (Nord-Kivu). Les militaires ont tué trois assaillants et récupéré une arme au terme de cette attaque. Avant l'intervention de l'armée, ces rebelles ougandais ont attaqué un centre de santé de Kainama, où ils ont emporté des médicaments, du matériel médical et les matelas avant de s'enfuir.

**Kongo-central: fin de l'opération de retour des ex-combattants.** L'Etat-major des Forces armées de la RDC (FARDC) va clôturer ce mardi 29 novembre l'opération de retour des ex-combattants cantonnés à la base de Kitona dans leurs milieux respectifs. Environ 1300 démobilisés éligibles à la réinsertion ont pu regagner leurs milieux d'origines en une semaine.

**Isangi: arrestation de deux personnes accusées de viol et pillage.** Deux personnes (un policier et un civil) présumés auteurs de viol et pillage dans le secteur de Luete ont été arrêtés dimanche 27 novembre à Isangi par l'auditeur militaire de garnison de Kisangani, Ruffin Esulia, en mission officielle dans cette cité. Cette arrestation intervient plus de trois mois après une altercation entre des jeunes et des policiers. Ces derniers avaient été déployés à Luete pour remettre de l'ordre dans une cérémonie de proclamation des résultats scolaires perturbée par des jeunes. La situation avait dégénéré suite à la résistance des jeunes qui ont tabassé un policier. En représailles, d'autres policiers ont pillé et violé des femmes dont une dame âgée de 89 ans et une mineure de 12 ans, avant de s'enfuir.

**Nord-Kivu: les déplacés attaqués à Luhanga sollicitent un site sécurisé.** Les déplacés attaqués dimanche 27 novembre à Luhanga réclament un site sécurisé. Il y a quelques semaines, ces familles avaient fui les exactions des miliciens à Bwambale, Kalevya, Buhoty, Mukeberwa, Butalika et Kyuto pour trouver refuge à Luhanga. Après l'attaque de dimanche, ils réclament un site plus sécurisé. Jean-Marie Kachandazi, représentant de ces déplacés, affirme que ces familles ont des difficultés pour vivre dans un «environnement insécurisé».

**Lubumbashi: des agents de la GECAMINES réclament 10 mois d'arriérés de salaire.** Des agents de la Générale des carrières et des mines (GECAMINES) réclament le paiement de dix mois d'arriérés de leur salaire. Une cinquantaine d'entre eux se sont réunis lundi 28 novembre devant les bureaux de leur direction générale à Lubumbashi (Haut-Katanga) pour exprimer leur mécontentement.

**Rutshuru: la localité de Kikuku se vide à cause de l'insécurité.** La plupart des habitants de la localité de Kikuku dans le territoire de Rutshuru ont quitté leurs habitations lundi 28 novembre pour trouver refuge dans des villages jugés plus sûrs. Ce mouvement est observé après que des tirs ont été entendus dans cette localité, rapportent des sources locales qui affirment ignorer l'origine de ces coups de feu.

**RDC: après le massacre de Luhanga, le Sud de Lubero déclaré «zone sans armes».** Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, a déclaré mardi 29 novembre le Sud du territoire de Lubero «zone sans armes». Il a fait cette déclaration à Luhanga, où environ trente personnes ont été tuées par des hommes armés dans la nuit de samedi à dimanche dernier. Julien Paluku a insisté sur la répression de la détention illégale d'armes dans la zone.

**Libération de Bruno Tshibala, secrétaire général adjoint de l'UDPS.** Le secrétaire général adjoint de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Bruno Tshibala, a été libéré mardi 29 novembre de la prison centrale de Makala à Kinshasa. Bruno Tshibala avait été arrêté dimanche 9 octobre à l'aéroport de N'djili par les services de sécurité, alors qu'il voulait se rendre en Belgique. Il était accusé d'être l'un des organisateurs de la marche de l'opposition qui a dégénéré et occasionné plusieurs dizaines de morts en septembre dernier à Kinshasa. Cette arrestation était purement politique, parce que Bruno Tshibala a été libéré sans procès, estime le porte-parole de l'UDPS.

**Mercredi 30 novembre.**

**Daniel Furaha : «Nous demandons à Joseph Kabila d'éclairer l'opinion sur la nationalité exacte de Samy Badibanga».** «Nous avons demandé que le président de la République puisse éclairer l'opinion sur la nationalité exacte qu'a l'honorable Samy Badibanga, actuellement. Parce que sur les réseaux sociaux et en suivant plusieurs médias, il fait état de ce que l'honorable Samy Badibanga aurait acquis la nationalité belge il y a longtemps. Parce que la constitution de la République, en son article 10, stipule



que la nationalité congolaise est une et exclusive», résume Daniel Furaha, porte-parole de ces trois députés nationaux. Il recommande aussi au président de la République de s'impliquer afin que la question de la double nationalité soit traitée une fois pour toutes.

**RDC: des ratés dans l'application de l'accord politique.** Selon l'article 17 de cet accord, les parties prenantes au dialogue se sont accordées qu'il serait procédé, dans les 21 jours de la signature de l'accord, à la formation d'un gouvernement d'union nationale. Plus d'un mois après la signature de cet accord, le premier ministre nommé continue les consultations pour la formation du gouvernement. La Majorité présidentielle (MP) soutient que la mise en œuvre de l'accord a été déjà amorcée par le chef de l'Etat, avec la nomination d'un Premier ministre. Certains membres de l'opposition politique estiment que le non-respect des dates est une habitude des Congolais. Mais ce qui compte, confie Steve Mbikayi, c'est l'aboutissement heureux du processus électoral. Le comité de suivi de l'accord n'est pas encore installé.

**Trois partis de la majorité «extraparlamentaire» réclament de participer au gouvernement.** Trois partis politiques qui se réclament de la Majorité présidentielle « extraparlamentaire » exigent d'être consultés par le nouveau Premier ministre Samy Badibanga pour faire partie du prochain gouvernement. Le rapporteur de ces partis Jean-Thomas Mabeu affirme que les partis politiques de la majorité non représentés au Parlement sont plus nombreux que ceux qui y sont représentés.

**Justice: une femme reconnaît avoir été formée par les ADF à Beni.** Une femme, jugée avec dix autres personnes par la cour opérationnelle du Nord-Kivu, a avoué mardi 29 novembre avoir suivi une formation avant d'intégrer la rébellion ougandaise des ADF. La prévenue, dénommée Adidja, a indiqué à la cour qu'avec son époux et d'autres personnes, elle a été prise en otage par des ADF pendant qu'elle se trouvait dans un moulin. Elle a raconté que le groupe a été drogué avant de suivre une formation pour devenir d'abord musulmans puis membres de la rébellion ougandaise. Adidja a également fait savoir à la cour qu'après la formation, elle a reçu la mission de tuer les non-musulmans et les militaires loyalistes considérés comme des ennemis. Elle a révélé que durant la formation, les personnes prises en otage au même moment qu'elle ont reçu de l'équipement, des bottes et des sacs militaires semblables à ceux des militaires congolais.

**RDC: la Belgique octroie plus de 2 millions d'euros pour encourager les débats politiques.** Bruxelles octroie plus de deux millions d'euros pour encourager les débats politiques et le processus électoral en RDC. L'ambassadeur belge à Kinshasa, Bertrand Crombrugge, a signé un accord mardi 29 novembre avec le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) et l'ONG Avocats sans frontière « pour aider les personnes qui veulent s'engager dans les débats politiques ».

**Elections en RDC: le Canada a annoncé une contribution de 3,5 millions USD.** Le Canada a annoncé une contribution de 3,5 millions de dollars américains pour la tenue d'élections en RDC. Selon l'ambassadrice accréditée à Kinshasa, Ginette Martin, le Canada a déjà mis en œuvre un projet d'appui à la sensibilisation et à l'éducation civique. Ce projet est réalisé par la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et à l'organisation canadienne « Développement et paix ».

**Nord-Kivu: l'armée repousse l'attaque d'une milice sur le Mont Carmel.** Les Forces armées de la RDC (FARDC) ont repoussé mercredi 30 novembre l'attaque d'une milice sur le Mont Carmel, situé à 3 km de Butembo, au Nord-Kivu, après des accrochages d'une vingtaine de minutes. La même source indique que deux assaillants ont été tués et un autre capturé à l'issue des affrontements.

**La résidence de Gabriel Kyungu attaquée à Lubumbashi.** Le coordonnateur du Rassemblement de l'opposition dans les provinces issues du démembrement du Katanga, Gabriel Kyungu, affirme que sa résidence a été attaquée la nuit dernière à Lubumbashi. L'identité des assaillants n'est pas connue. Les assaillants étaient armés et ont brûlé des pneus qu'ils transportaient après avoir versé du carburant à l'entrée principale de sa résidence. Ils ont tenté d'escalader le mur mais ils en ont été empêchés par les vigiles.

**KCC sommée de s'expliquer après le décès d'un syndicaliste dans ses installations.** La famille d'un syndicaliste de l'entreprise minière Kamoto Copper Company (KCC), décédé le 20 novembre dernier dans les installations de la société à Kolwezi (Lualaba), exige des explications sur les circonstances de sa mort. Selon Emile Barriot, frère de la victime dénommée Séraphin Kilambo, le syndicaliste a été « assassiné » dans les installations de KCC. Il accuse l'entreprise de « manœuvre pour déclinier [sa] responsabilité dans cette affaire ».

D'après des sources concordantes, le corps de la victime avait été retrouvé calciné et allongé sur le siège arrière d'un véhicule de KCC quelques heures après que le syndicaliste avait quitté la maison pour son lieu de travail.

**Des médecins réclament deux mois de prime de risque à Lubumbashi.** Environ deux cent cinquante médecins du secteur public réclament le paiement de deux mois d'arriérés de prime de risque à Lubumbashi dans la province du Haut-Katanga.

**Sud-Kivu: le gouverneur présente le rapport d'exécution du budget 2016.** Le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo, a présenté lundi 28 novembre devant les députés provinciaux réunis en plénière à Bukavu, le rapport d'exécution du budget de l'Etat 2016 de sa province au premier semestre. Le budget du gouvernement provincial avait été voté à hauteur de plus de 111 milliards de francs. Il a indiqué qu'au 30 juin dernier le budget avait été exécuté à 32,34 %, soit un montant d'environ 36 milliards de francs.

**RDC: 15 millions d'euros de l'UE pour conserver le parc des Virunga.** L'Union européenne (UE) a mis à la disposition du parc national des Virunga dans l'Est de la RDC une enveloppe de 15,4 millions d'euros pour financer les activités de conservation de cette aire protégée très riche par sa faune et sa flore. «Les 15 millions d'euros vont servir à reconstruire le parc, relancer le tourisme, réhabiliter les infrastructures de base et promouvoir la main d'œuvre locale. Ces projets vont permettre de créer de l'emploi autour du parc», a expliqué le directeur de communication du parc des Virunga, Me Joël Wengamulayi. Selon lui, ce financement fait

partie d'une série d'autres que l'Union européenne a conclu en décembre 2015 avec le gouvernement congolais pour la promotion de la conservation, la production de l'énergie hydroélectrique et l'agriculture durable autour des aires protégées de la RDC.

**Boma: plaidoyer pour la fin de l'interdiction de l'importation des véhicules en circulation avant 2002.** L'Union des déclarants en douane (UDED) à Boma (Kongo-Central) plaide pour la levée de la mesure du gouvernement interdisant l'importation des véhicules mis en circulation avant 2002. D'après son président urbain, Fifin Dimoneka, toutes les activités économiques sont presque paralysées dans la ville de Boma où le port tourne au ralenti. Il estime que cette mesure prise par le gouvernement est « impopulaire et injuste ». Elle aurait, selon lui, occasionné « une baisse sensible » des importations qui a entraîné « la baisse de recettes des régies financières ». En 2012, le gouvernement congolais a décidé d'interdire l'importation des voitures d'occasion mises en circulation avant 2002.

**Kinshasa: la circulation des taxis-moto limitée à 20 heures.** Le gouverneur de Kinshasa, André Kimbuta limite la circulation des taxis-moto à 20 heures. Il a pris cette décision cinq jours après avoir levé la mesure initiale interdisant la circulation de ces engins après 18 heures. Le gouvernement provincial de Kinshasa a précisé que cette mesure ne concernait que les artères accessibles par les véhicules de transport en commun.

**Goma: les membres de MECRECO suspendent tout retrait d'argent.** Les membres de la Mutuelle d'épargne et de crédit (MECRECO) au Nord-Kivu ont décidé, au cours d'une réunion tenue lundi 28 novembre à Goma, d'arrêter tout mouvement de retrait d'argent jusqu'à la convocation de l'assemblée générale par les responsables de cette institution financière. Ils se disent indignés de constater qu'en dépit de la mission de la délégation de la Banque centrale du Congo (BCC) pour le redressement de cette institution financière, rien ne bouge.